

el-oumami

l'internationaliste - الأممي

organe du parti communiste international



PRIX EN FRANCE : 3F * MAROC : 2 DH - ALGERIE : 2 DA - TUNISIE : 200 Mils

DECEMBRE 1979 - N° 7

25 ANS APRES L'INSURRECTION DU 1er NOVEMBRE 1954

Que la classe ouvrière dise enfin son mot !

Il y a vingt cinq ans, l'étincelle de l'insurrection allumait en Algérie l'incendie de la guerre d'indépendance nationale. Celle-ci allait mettre fin à plus d'un siècle d'esclavage colonial.

Mais si la révolution algérienne a effectivement fait reculer l'impérialisme français en donnant un rude coup à la forme de domination coloniale qui constituait un frein considérable au développement de la lutte de classes moderne, elle n'a pas pu pour autant détruire de manière radicale les restes des vieux rapports de production et les formes de propriété foncière archaïques qui coexistent à côté des formes avancées de la technique industrielle.

La bourgeoisie algérienne a laissé faire les lois implacables du marché. Si elle a mis à profit la mobilisation des masses paysannes contre le colonialisme, elle s'est toutefois bien gardée de faire appel à elles pour s'attaquer à la propriété foncière et bouleverser les structures de l'agriculture "traditionnelle" qui étouffent la masse des semi-prolétaires et des paysans pauvres.

Le développement capitaliste s'est fait non à travers la destruction violente des vieux rapports sociaux, ce qui aurait donné aux masses paysannes un formidable élan révolutionnaire. Comme cela aurait également permis de limiter les effets ravageurs du processus de marginalisation qui frappe les masses expropriées réduites à des conditions d'existence draconiennes.

La pénétration croissante du tisme

su mercantile dans les campagnes s'est faite dans ces conditions en reléguant graduellement les vieilles structures archaïques au second plan. La décomposition progressive de ces dernières, conjuguée au rythme infernal de l'industrialisation capitaliste, avec toutes les conséquences sociales qu'elle entraîne, a impliqué évidemment pour les masses des tourments insupportables.

Cela suffit à démonter la construction archi-mensongère des idéologies de la bourgeoisie algérienne qui soutiennent que la révolution algérienne fut une révolution à la fois nationale et "sociale". Les plumeux de la "Charte nationale" vont jusqu'à écrire que "le socialisme est l'aboutissement logique de la révolution du 1er novembre".

(suite p. 3)

La lutte des Foyers dans une phase

difficile

La grève des foyers SONACOTRA, ADEF, AFRP... est aujourd'hui dans une phase difficile. Après avoir lancé son interminable offensive juridique et tous ses larbins à la bouche pleine de menaces ou de promesses mensongères, la bourgeoisie a lâché ses flics sur les foyers. Les milliers d'expulsions et de saisies-arrests sur salaires ont été effectuées comme à Garges, Metz, Strasbourg, Sannois, Longjumeau, Sartrouville, Nanterre, Champigny, etc.

Nos camarades ont diffusé en direction des foyers et dans d'autres secteurs un tract qui montre le besoin de sauvegarder les principaux acquis de cette lutte courageuse. Il est ici reproduit intégralement :

Après cinq ans d'une magnifique ténacité et d'un acharnement dont seule la classe est capable lorsqu'elle lutte pour elle-même, la grève doit aujourd'hui reculer sous le poids d'un adversaire supérieur en forces.

(suite p. 4)

SOMMAIRE

EN LANGUE FRANÇAISE

- Immigration : la position honnête du PRS et des trotskystes... 5
- La question syndicale en Tunisie. 7
- L'évolution du secteur autogéré en Algérie 8
- L'enjeu du Sahara.....10
- La question des libertés politiques (2ème partie).....12
- Critique des "Fedayin" iraniens..16
- Au Nicaragua, les sandinistes à l'oeuvre.....18

EN LANGUE ARABE

- Thèses de l'Internationale sur le rôle du Parti.....23
- IMMIGRATION : Notre tract à la manifestation du 1er décembre....24

MAROC : une «opposition» en or ...

L'escalade qu'a connue ces derniers temps le conflit du Sahara ne pouvait pas manquer d'avoir des répercussions à l'intérieur même du Maroc. Nous avons eu l'occasion de mettre en relief le lien qui existait entre l'enlèvement du régime marocain dans le borbier sahraoui et l'accentuation de la crise économique et sociale dont les masses font tout naturellement les frais.

Dans la mesure où l'"opposition" marocaine a, dès le début, fait chorus avec le régime dans son opération d'annexion et de

brigandage au Sahara, il serait intéressant de passer en revue l'attitude de ces partis soi-disant "progressistes" à la lumière des développements qui ont récemment affecté la région.

La décision de Carter de livrer des armes au Maroc a été l'occasion pour l'USFP de montrer que sa compromission dans la question du Sahara n'est que le revers de son aplatissement complet devant les exigences de la conservation de l'Ordre établi et de la défense des intérêts de l'impérialisme.

(suite p. 6)

réponse à un lecteur algérien

Nous avons reçu récemment une courte lettre d'un lecteur algérien qui disait essentiellement que "la révolution algérienne a été faite par les couches pauvres, notamment les fellahs, mais ce sont les bourgeois qui en ont bénéficié". Cette constatation étant quasi-générale parmi la jeunesse qui s'éveille aux questions politiques, nous reproduisons ici la réponse que nous avons adressée à ce lecteur. Elle complètera utilement notre éditorial.

(...) L'histoire de plusieurs décennies témoigne que les masses algériennes et à leur tête les ouvriers des villes et des campagnes ont toujours été à la pointe du combat contre le colonialisme. Dans les années 1920, les bourgeois algériens, dont l'expression politique la plus radicale était représentée par l'Emir Khaled, réclamaient de la France quelques réformes comme l'augmentation du nombre des Algériens dans les fameuses délégations financières. Pendant ce temps, les paysans pauvres se révoltaient contre l'expropriation de leurs terres par les colons et contre l'envoi de leurs fils aux contingents coloniaux de l'armée française. Les ouvriers émigrés qui luttaient à la fois contre l'exploitation capitaliste des patrons et contre l'oppression raciale et coloniale n'ont pas hésité dès 1925 à exiger, en plus de leurs revendications immédiates, l'indépendance de l'Afrique du Nord.

A partir de 1930, les bourgeois algériens "francisés" type F. Abbas de mandent poliment l'"assimilation" des "indigènes ... évolués" et leur "égalité" avec les citoyens français dans le cadre de la "grande Union française". De leur côté, les bourgeois "traditionnalistes" et religieux avec à leur tête Ben Badis orlaient à qui voulait les entendre : "Nous voulons être des français musulmans". Par contre, les masses exploitées ont profité du retour des émigrés après la crise de 1929 pour reprendre en Algérie même le combat que menaient les travailleurs en France autour de l'"Etoile Nord-Africaine".

A la fin de la deuxième guerre mondiale, ce sont les masses laborieuses qui sont descendues dans la rue le 8 mai 1945 pour crier leur haine de l'Ordre impérialiste déguisé sous le masque de la Démocratie. Ce sont les masses qui, avec leur héroïsme et leur générosité, ont pu justement donner un nouveau souffle au PPA-MRLD qui était à l'époque travaillé par des tendances réformistes et légalistes. D'ailleurs, c'est sur cette combativité des masses que s'appuieront par la suite les militants révolutionnaires qui ont imposé à leur parti la création de l'OS.

Après l'éclosion de la révolution du 1er novembre 1954, ce sont avant tout les ouvriers et les fellahs qui ont répondu avec enthousiasme aux appels à l'insurrection. D'ailleurs, les bourgeois algériens, aussi bien les "libéraux" genre F. Abbas que les "traditionnalistes" comme Bachir El-Ibrahimi n'ont rejoint le FLN qu'en 1956, c'est-à-dire après avoir eu toutes les garanties que le mouvement de masse est bien incapable de déborder le FLN qui arrivait malheureusement à le canaliser dans le cadre des objectifs strictement nationaux et donc bourgeois.

La raison qui fait que les ouvriers soient toujours partie prenante dans les moments révolutionnaires même quand ils n'arrivent pas à lutter sur la base de leurs intérêts de classe propres, ni à plus forte raison diriger le mouvement social, est toute simple : c'est que les ouvriers n'ont rien à perdre dans la lutte que leurs CHAINES.

La question que se posent la plupart des prolétaires aujourd'hui reste évidemment la suivante : comment se fait-il que les ouvriers et les paysans pauvres se soient laissés tromper, frustrer et même sauvagement réprimer aux lendemains de l'indépendance ? Pour répondre à cette question, nous devons aborder la nature de la révolution algérienne. Les bourgeois racontent toujours et partout qu'elle fut une révolution à la fois nationale et sociale, c'est-à-dire qu'elle avait pour objectif de détruire en même temps l'oppression coloniale à caractère politique et racial et l'exploitation de l'homme par l'homme ouvrant ainsi, suivant leurs dires, la voie à une société où régnerait la "fraternité musulmane" (...).

La vérité, c'est que la révolution algérienne, qui fut strictement nationale, c'est-à-dire démocratique-bourgeoise comme l'attestait si bien la proclamation du FLN du 1er novembre 1954, n'avait détruit du point de vue politique l'oppression à caractère national et racial des colons que pour remplacer du point de vue économique et social l'exploitation des colons

par une nouvelle forme d'exploitation. Dans les faits, la bourgeoisie coloniale a créé la place du point de vue social à la bourgeoisie nationale (qu'elle soit étatique ou "privée") (...).

Le malheur de l'époque fut évidemment que la classe ouvrière n'a pas pu malgré ses élans généreux imposer sa propre volonté. Elle n'avait pas combattu sur la base de son programme historique, mais plutôt sous la direction et la bannière d'un mouvement petit-bourgeois quand bien même il était national-révolutionnaire. La plus grande responsabilité du désarmement idéologique et politique qui a pesé sur le prolétariat et pèse encore aujourd'hui (même si ce n'est plus dans les mêmes proportions) incombe au stalinisme. En effet, celui-ci se prétendait le représentant du prolétariat, mais dans les faits, les choses se passaient autrement ; c'est ainsi que le stalinisme, après avoir agité le mot d'ordre de l'indépendance de manière verbale de 24 à 36, est arrivé à dénoncer ceux qui voulaient en finir avec l'Ordre colonial sous le prétexte de la "lutte prioritaire contre le fascisme". En 1936, le stalinisme abandonna le mot d'ordre de l'indépendance, ce qui poussa les travailleurs et les masses paysannes et plébiennes à aller vers les partis nationalistes bourgeois et petit-bourgeois (...).

Mais si nous souterons fermement que la révolution algérienne n'a pas aboli l'exploitation de classe, nous ne pouvons pas pour autant partager les illusions que nourrissent encore bon nombre de prolétaires raisonneurs au sujet de la révolution algérienne. En effet, il serait fou de demander à cette dernière d'aller plus loin jusqu'à satisfaire les espoirs des masses laborieuses. La bourgeoisie n'a jamais rien donné d'autre que des ... promesses mensongères et quand elle en ressent la nécessité la trahit au grand jour comme elle est en train de le faire maintenant sous prétexte d'"assainissement".

Pour aller plus loin, c'est-à-dire pour soulager notre situation aujourd'hui et préparer notre lutte libératrice de demain, il faut que le prolétariat rentre en scène avec son programme propre, c'est-à-dire le programme communiste unique à l'échelle internationale parce que le capitalisme, les conditions de sa production et donc les conditions de l'exploitation du prolétaire sont les mêmes dans le monde entier (...).

CORRESPONDANCE

F. GAMBINI 20, rue Jean Bouton, 75012 PARIS

ABONNEMENTS (6 numéros)

envois sous pli ouvert 18 FF
envois sous pli fermé 30 FF

A NOS LECTEURS RESIDANT AU MAGHREB

En raison des difficultés de change et de paiement, nous servons les abonnements et les commandes sans en exiger le paiement immédiat ; nous suggérons que celui-ci soit fait à l'occasion de déplacements et voyages, ou par l'intermédiaire de tiers résidant en Europe.

SUPPLEMENT AU PROLETAIRE N° 301

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Que la classe ouvrière dise enfin son mot !

(suite de la p. 1)

Certes, la révolution algérienne fut une révolution populaire. L'aile radicale de la petite bourgeoisie nationaliste organisée autour du FLN a réussi à entraîner derrière elle les larges masses laborieuses, en particulier les paysans pauvres qui avaient constitué le fer de lance de l'ALN.

Cependant, ce serait une grave méprise historique que d'en déduire que cette révolution pouvait déboucher sur une société "harmonieuse", où les antagonismes sociaux disparaîtraient progressivement à mesure que s'affirmerait la "Nation" et l'"économie nationale".

Le langage de la bourgeoisie algérienne est celui-là même que tiennent toutes les bourgeoisies qui ont réussi à faire payer aux masses populaires le plus gros du prix de la révolution démocratique ou de la constitution nationale.

Il s'agit de faire croire aux masses, et surtout aux prolétaires qui constituent l'adversaire potentiel irréductible de la bourgeoisie, que l'Etat auquel a donné naissance la révolution nationale est un Etat au-dessus des classes et que, s'il était "légitime", hier, de prendre les armes contre le colonialisme, il n'en serait plus de même aujourd'hui.

Il est clair que la réalité s'oppose aux schémas de la bourgeoisie. Il a suffi que les masses vivent l'expérience des lendemains de l'indépendance pour s'en rendre compte. Alors l'entousiasme a fait place à un sentiment de frustration profond, voire de déçouagement. C'est ce qui explique, du moins en partie, que les bourgeois, des grands aux petits, ont pu avoir le temps de profiter de la débâcle des colons pour prendre leur place et s'agaparer leurs "affaires" (entreprises, commerces, villas, etc.).

Ce sentiment de frustration provient tout naturellement du fait que les masses ont été témoins depuis l'indépendance de la montée d'une bourgeoisie qui rivalise en cynisme et opulence avec ses aînées d'Occident et dont le mépris vis-à-vis des couches populaires n'a d'égal que sa servilité à l'égard de l'impérialisme. Et ce, au moment même où les masses assistent à la dégradation de leurs conditions de vie et de travail déjà misérables.

S'il est parfaitement exact que la profondeur de la déception des masses est à mettre directement en rapport avec les sacrifices qu'elles ont endurés durant la guerre d'indépendance, il n'en demeure pas moins vrai que cette déception renvoie également aux illusions que les masses nourrissaient sur la révolution algérienne. Illusions que la bourgeoisie a entretenues et continue d'entretenir à ses fins de classe.

La vérité, c'est qu'une révolution dirigée par la bourgeoisie ou par ses devancières constituées, comme celle a été le cas en Algérie, par des fractions de la petite bourgeoisie urbaine et rurale ne peut donner autre

chose que ce qu'elle a effectivement donné.

Le rôle de la révolution algérienne ne n'était pas et ne pouvait pas être l'élimination de l'oppression de classe. Son rôle était de détruire une forme particulière de cette oppression, à savoir la forme coloniale.

C'est pourquoi ce serait un pur non-sens que d'exiger de la bourgeoisie qu'elle fasse autre chose que bâtir son Etat de classe et développer le capitalisme. Au prix de la paupérisation des larges masses prolétarisées et de l'exploitation forcée des ouvriers. D'ailleurs, si la bourgeoisie a été finalement acculée à ne pas tenir compte de certaines clauses des accords d'Evian, comme celle se rapportant au maintien des colons en Algérie, le mérite historique en revient aux masses qui étaient descendues dans la rue pour imposer la solution révolutionnaire.

La bourgeoisie algérienne n'a pas "trahi" comme le laissent entendre certains courants type PRS. Ce sont les masses qui ont été trompées dans leur générosité révolutionnaire.

Dans la situation de la Russie du début du siècle par exemple, la classe ouvrière avait eu à faire ses premiers pas historiques en compagnie d'un Parti solidement ancré sur les principes du communisme révolutionnaire. Le prolétariat algérien avait à peine commencé à balbutier ses premiers mots, notamment avec l'ENA dans l'émigration, que le stalinisme fit tomber sa chape de plomb contre-révolutionnaire sur le mouvement ouvrier international. L'Internationale Communiste, dans ses années glorieuses, avait lancé aux "peuples d'Orient" un appel en faveur de la "guerre sainte" contre l'Occident impérialiste. Elle avait également appelé les prolétaires des métropoles à s'engager dans la lutte décisive contre les centres nerveux du capitalisme mondial. Conformément à sa stratégie unitaire à l'échelle de toute la planète, l'Internationale Communiste avait donc appelé à la soudure de ces deux maillons d'une même chaîne.

Le PCF, lui, avait tourné le dos à cet appel au nom de la défense de la Démocratie contre le Fascisme. Le stalinisme a fait de l'Internationale une agence diplomatique au service des intérêts nationaux de l'Etat russe, devenu un Etat bourgeois après que le pouvoir a été arraché des mains du prolétariat. Le stalinisme empêcha pratiquement la soudure du mouvement ouvrier métropolitain, qu'il désarma politiquement et physiquement avant de le lancer dans les massacres de la seconde guerre impérialiste, avec le mouvement de révolte anti-impérialiste des masses opprimées des colonies et à leur tête les prolétaires de ces zones qu'il appela par la suite à se fondre dans les "Fronts nationaux", c'est-à-dire dans les bras de la bourgeoisie nationale qui n'hésita pas, une fois l'indépendance acquise, à se retourner bestialement contre les ouvriers et les paysans pauvres.

Le faux parti "communiste" algérien (PCA) s'est rendu tristement célèbre en se faisant en Algérie le champion de cette politique criminelle. C'est donc en toute logique que ses héritiers du PAGS continuent à assumer leur sale besogne qui consiste à empêcher l'organisation et la lutte de classe du prolétariat sous prétexte de "front uni anti-impérialiste" avec les secteurs "progressistes" ... de la bourgeoisie nationale.

Cependant, le silence auquel a été réduit le prolétariat durant toute la période de contre-révolution stalinienne n'est pas éternel. Les grondements de la colère qui grandit aujourd'hui, libérée de l'hypothèque de l'indépendance, montrent que ces mouvements qui se préparent finiront par dépasser les coups de bélier qui n'ont jamais cessé de se manifester, même au cours de la guerre de libération nationale, pour rejoindre les traditions de lutte du mouvement ouvrier international et ses méthodes de classe spécifiques.

L'histoire a voulu que la célébration du 25ème anniversaire de l'insurrection algérienne coïncide cette année avec l'entrée de la bourgeoisie dans une période nouvelle. Une période où elle aura de plus en plus à se débarrasser des atours "bonapartistes" avec lesquels elle tentait de sauvegarder l'"unité nationale" forgée durant la guerre anti-coloniale.

Le "populisme" que les régimes de Ben Bella et de Boumediène avaient érigé en méthode de gouvernement devra désormais faire place au "réalisme" bourgeois tout court. Sous prétexte d'"assainissement", la bourgeoisie semble faire ses premiers pas dans ce sens.

La montée des luttes ouvrières que l'approfondissement de la crise économique et sociale ne peut que raviver jouera indéniablement dans le sens de l'accélération du processus d'unification des fractions de la bourgeoisie et, inversement, celui-ci ne manquera pas d'accentuer la cristallisation des rapports de classe au sein de la société.

Notre conclusion rejoint ce que nous disions avant même que l'Algérie n'accède à l'indépendance :

"Les ouvriers algériens n'auront plus devant eux le préalable de l'indépendance. L'alliance avec les couches bourgeoises sera devenue inutile. Il faudra que le prolétariat se sépare d'elles, et il sera amené à le faire par le développement même des contradictions économiques. Avec son nombreux prolétariat et sa masse de gens expropriés, l'Algérie restera la poudrière de l'Afrique" (1).

Vingt ans après, il est temps, grand temps, que le prolétariat fasse entendre sa voix !

(1) Programme Communiste, n°14, janvier 1961, article intitulé : Rien creusé, vieille taupe !

La lutte des foyers dans une phase difficile

NOTRE BIEN LE PLUS PRECIEUX : C'EST L'UNION GRANDISSANTE DES TRAVAILLEURS !

La responsabilité de cette disproportion écrasante de forces revient avant tout aux partis de gauche (PCF-PS) et aux directions syndicales (CGT - CFDT) qui, chacun à sa manière, ont tout fait pour isoler la lutte, dénigrer son organisation, la priver de l'appui de ses frères de classe, et qui viennent aujourd'hui derrière les flics pour faire accepter aux résidents des foyers expulsés les conditions sur lesquelles ils se sont mis d'accord avec l'adversaire dans la commission Delmon.

Ce sabotage a été, de plus, facilité par les orientations néfastes de toute une gamme d'organisations soi-disant révolutionnaires, qui prétendent aider la lutte en propageant l'illusion que ces partis et directions syndicales, ennemis du prolétariat, peuvent agir dans l'intérêt de la lutte, et en entravant toute tentative d'un travail de liaison à la base entre groupes d'ouvriers combattifs.

RESIDENTS DES FOYERS, CAMARADES !

Que certains foyers soient contraints de reprendre les paiements n'est pas une trahison de la lutte. Il n'y a pas de honte à reculer devant un ennemi plus fort. L'important est de reculer en bon ordre ! Surtout, il faut éviter à tout prix que la répression bourgeoise ne détruise l'organisation que la lutte s'est donnée.

L'adversaire peut refuser de négocier centralement, certains foyers peuvent être amenés à reprendre les paiements, à subir les saisies-arrêts sur salaires ; c'est une situation très dure, mais il est indispensable pour en sortir de sauvegarder à tout prix les acquis et les principes qui ont uni les travailleurs dans la lutte et qui ont fait leur force :

- L'UNITE DES TRAVAILLEURS PAR DESSUS LES BARRIERES DE NATIONALITE ;
- LES COMITES DE RESIDENTS ELUS EN ASSEMBLEE GENERALE, EN DEHORS DE L'INFLUENCE DES GERANTS ET DES SABOTEURS (amicales, directions syndicales...)
- LA CENTRALISATION DE LA LUTTE PAR LE COMITE DE COORDINATION SUR CETTE BASE INDEPENDANTE ;
- L'APPEL A LA SOLIDARITE ET A L'UNITE DE TOUS LES TRAVAILLEURS SUR LEURS INTERETS COMMUNS.

Le grand danger serait d'imaginer pouvoir obtenir quelques concessions et d'adoucir la répression en abandonnant ces acquis, comme cherchent à le faire tous les charognards (PCF, PS, CGT, CFDT, etc.) qui reviennent dans les foyers derrière les flics.

Même si la bourgeoisie ne reconnaît pas légalement le Comité de Coordination, l'important est qu'il existe !

Même si les sociétés gestionnaires ne reconnaissent pas les Comités de Résidents élus en Assemblée générale, l'important est qu'ils existent !

Défendre l'existence et l'indépendance des Comités de Résidents et du Comité de Coordination, voilà le premier besoin de la lutte ! Même si momentanément ils devaient perdre de l'influence, même si provisoirement ils devaient vivre dans l'ombre. Car sinon, comment tirer collectivement les précieuses leçons de la lutte ? Comment résister aux gérants et aux ratonnades ? Comment continuer à faire connaître la lutte dans les quartiers et les usines ? Comment préparer le futur, profiter des occasions de refaire des pas en avant ? Comment tout cela serait-il possible avec des comités surveillés par l'adversaire comme le voudraient les sociétés gestionnaires ?

PROLETAIRES FRANCAIS - IMMIGRES QUI N'HABITEZ PAS DANS LES FOYERS !

La lutte des résidents est victime de l'isolement criminel dans lequel les partis de gauche et les appareils syndicaux s'efforcent partout de maintenir toute lutte ouvrière.

Tous les prolétaires conscients de la nécessité de sortir de cette situation étouffante doivent s'unir par dessus les limites artificielles d'entreprise, de catégorie, de nationalité, pour tisser entre tous les groupes de prolétaires résistants à l'offensive capitaliste un réseau de liens où la classe retrouve sa force collective !

Pour aider efficacement nos camarades des foyers, il faut travailler à :

- organiser une solidarité financière (collectes, etc.) pour aider l'organisation de la lutte à faire face à l'offensive bourgeoise, et à venir en aide éventuellement aux résidents réduits

à une situation impossible ;

- préparer activement les conditions d'une riposte au niveau des entreprises, avec pour perspective la grève contre les saisies-arrêts et les expulsions, en la reliant à la riposte aux lois et à la lutte contre le contrôle de l'immigration ;
- appeler à la solidarité dans les cités, en défendant hautement le principe de la grève des foyers comme une arme de la classe ouvrière, valable non seulement dans les foyers, mais partout où les travailleurs subissent l'exploitation capitaliste par le logement.

LA LUTTE DES RESIDENTS EST CELLE DE TOUTE LA CLASSE OUVRIERE !

CONTRE LE FRONT UNI DE LA BOURGEOISIE ET DE L'OPPORTUNISME auquel s'est heurtée la lutte des foyers, et auquel se heurtent toutes les luttes ouvrières, CONSTRUISONS A LA BASE LE FRONT UNI DU PROLETARIAT !

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !



• NON AU CONTROLE DE L'IMMIGRATION !

- libération totale de circulation pour les travailleurs !
- abrogation de toutes les mesures discriminatoires et répressives en matière d'entrée, de séjour, de travail et d'immigration familiale !

• NON AUX REFOULEMENTS ET EXPULSIONS !

- renouvellement automatique des cartes de séjour !
- régularisation des sans-papier !
- riposte de classe aux exactions policières et aux crimes racistes !

• DROITS EGaux POUR TOUS LES TRAVAILLEURS !

- suppression de toutes les discriminations dans l'embauche, le logement, l'école, l'aide aux chômeurs !
- abolition de la législation limitant les droits de réunion et d'organisation des étrangers en France !

parti communiste international (le prolétaire)

La position honteuse du PRS et des Trotskystes

Nous avons déjà eu l'occasion de passer en revue les positions de certains courants de l'immigration qui voudraient dévier la lutte des travailleurs immigrés de son terrain de classe en essayant notamment d'y faire triompher des orientations démocratiques et nationalistes.(1).

Il ne serait pas inutile de revenir brièvement sur la position du PRS dans la mesure où il influence des ouvriers algériens en France. La politique de ce parti doit être d'autant plus fermement dénoncée qu'elle s'aligne objectivement sur la bourgeoisie impérialiste française.

Nous pouvons lire dans son organe El-Jarida n°20 (juillet 1977) ce qui suit: "Les tâches politiques de l'émigration ne sont pas de faire la révolution en Europe(...) Le PRS est un mouvement politique algérien, et à ce titre il est ouvert aux émigrés; mais ce n'est pas une organisation d'émigrés. Il s'est toujours abstenu de toute ingérence dans les affaires intérieures des peuples des pays d'accueil de l'émigration".

Ainsi Boudiaf s'abstient de s'ingérer dans les "affaires intérieures" du Maroc et le PRS promet à l'impérialisme français de ne pas soulever la moindre objection relative à la sur-exploitation et à la répression des travailleurs immigrés.

Cependant, il faut reconnaître au PRS un mérite. C'est qu'il est conséquent avec son nationalisme viscéral. En effet, si l'on suit son raisonnement, on ne peut que conclure: l'impérialisme français a raison d'expulser les centaines de milliers de travailleurs immigrés qu'il a déracinés durant la période coloniale et

qu'il a attirés dans la métropole tant que le capitalisme était en expansion et dont il n'a plus besoin à

l'heure de la crise! Chacun est maître chez soi, n'est-ce pas?

Plus intéressant est de voir les trotskystes prendre des positions presque analogues à celles des nationalistes petit-bourgeois. Les trotskystes osent encore se réclamer de l'internationalisme prolétarien et de l'unité mondiale de la lutte de classe. Pourtant, on a beau chercher dans les bulletins du CLTA quelque chose qui se rapporte à la lutte des travailleurs immigrés (notamment celle des foyers qui dure depuis 5 ans), on ne trouve rien!

Mais attention! Les trotskystes ont des arguments: "A l'inverse de la période des années 1920 - 1962, l'émigration (ouvrière) algérienne ne joue plus un rôle moteur dans la révolution algérienne. L'indépendance politique a clos la période pendant laquelle l'émigration pouvait servir de pôle à partir duquel se construisaient les organisations politiques" (2).

Prolétaires émigrés, vous avez raté votre train! Il faut le croire puisque ce sont les trotskystes qui vous le disent! Hier, durant la lutte anti-coloniale, l'émigration ouvrière pouvait encore jouer un rôle moteur. Aujourd'hui, alors que c'est la révolution communiste qui est historiquement à l'ordre du jour, les baillonnages les plus concentrés et les plus éprouvés du prolétariat algérien n'ont plus qu'à s'effacer s'ils sont incapables de pondre des recrues pour le futur parti "ouvrier révolutionnaire" que voudrait nous construire le CLTA!

En effet, le "travail" qu'envisage le CLTA dans l'émigration "doit être conçu à partir de la nécessité de construire, de renforcer l'organi-

sation qui, en Algérie, combat pour la construction du POF sur le programme de la IVème Internationale". Quand on arrive à tourner le dos au travail élémentaire de participation à la lutte de défense et d'organisation réelle des prolétaires sur la base de leurs intérêts de classe contre la bourgeoisie et ses valets opportunistes, on peut toujours lancer des phrases sur la "révolution mondiale" et sur la nécessité de construire un "parti ouvrier révolutionnaire". Cela ne peut cacher que ce dont rêve le CLTA, c'est d'être tout simplement un jour une secte réformiste à l'image de l'OCI en France.

Pire, le CLTA ose affirmer: "La question ne se pose pas exactement dans les mêmes termes pour les étudiants qui pour une large majorité sont destinés à retourner au pays". Alors, tous ceux qui ne sont pas appelés à "retourner au pays" ne vous intéressent pas? Drôle d'internationalisme! Mais même sur ce terrain, qu'est-ce qui fait que le CLTA ne parle de retour que dans le cas des étudiants? Le CLTA n'est-il pas au courant de l'intention de l'impérialisme français d'expulser au moins des dizaines de milliers de travailleurs algériens?

Le GCR (S. U.) reconnaît pour sa part que la seule façon de résoudre le problème de l'émigration de manière radicale, c'est d'instaurer "le socialisme à l'échelle de l'humanité". Bien. Seulement, le GCR ajoute la revendication suivante qui relègue la première affirmation au rang d'une simple profession de foi qui n'engage absolument à rien: "Pour le développement économique du pays qui assure le bien-être et l'emploi et dispense de l'exil" (3). Le développement capitaliste peut-il assurer le "bien-être" des travailleurs? Des communistes peuvent-ils revendiquer un meilleur développement capitaliste? Ou peut-être que nos habiles "tacticiens" ont voulu tout simplement revendiquer le socialisme sans le citer? Dans ce cas, il faut clamer, et haut et fort, le "socialisme dans un seul pays"! La revendication qui suit nous éclaire sur la véritable position des trotskystes: "Exigeons du régime de Chadli et de la bourgeoisie algérienne toutes les conditions pour un retour convenable des émigrés. Du travail, des logements pour tous, etc".

En agitant de telles revendications, les trotskystes ne font au mieux qu'entretenir au sein du prolétariat l'illusion mortelle suivant laquelle il peut compter sur "sa" bourgeoisie nationale pour affronter l'offensive capitaliste qui se dessine avec son cortège d'expulsions et de refoulements.

- (1) Voir l'article Immigration: Porter la lutte sur un terrain de classe, dans El-Oumami, n° 4.
- (2) Résolution générale à la 3ème conférence du CLTA, L'Etincelle, n° 6 avril 1979. Toutes les citations qui suivent en sont extraites.
- (3) Voir E-Talia de juin 79. Les autres citations du GCP sont tirées du même numéro.

Sur la nouvelle plate-forme des foyers

Dans son texte, rendu public à la mi-novembre, où il établit sa « nouvelle plate-forme », le CC recule sur des revendications qui effectivement ne pouvaient être conservées comme objectif immédiat en période de reflux (diminution et blocage des loyers, etc.). Cependant, même en reconnaissant à juste titre que dans les conditions présentes, une négociation centrale est impossible, il n'était pas à notre avis nécessaire d'aller au-delà de cette constatation. Il ne nous semble pas opportun en tout cas, bien que nous imaginions volontiers que ce soit là le résultat de positions contradictoires au sein de la Coordination (*), de mettre en avant les Comités de Résidents en laissant dans l'ombre leur stricte liaison avec le CC.

Le point le plus important est assurément l'effet de cette attitude sur les ouvriers eux-mêmes, non seulement dans les foyers, mais aussi à l'extérieur. Or, pour ces ouvriers, l'attitude du CC risque d'apparaître comme une mise en veilleuse, ce qui présente le danger de permettre aux charognards — du PC et autres — de le dénigrer, de faire croire qu'il disparaît aujourd'hui en laissant seuls les travailleurs, après les avoir entraînés dans une lutte qu'ils qualifient de « stérile ».

Pour contrer cette manœuvre sordide et criminelle de l'opportunisme, la meilleure tactique consisterait selon nous :

1) à affirmer le caractère fondamentalement juste des objectifs revendicatifs de la lutte (contre l'APL, contre le fléau, etc.), même si le rapport de forces actuel ne permet pas de les atteindre aujourd'hui;

2) à ce que les Comités de Résidents revendiquent ouvertement la centralisation de la lutte par la Coordination existante et que le CC revendique publiquement la direction de la lutte de résistance à l'offensive présente et la préparation des luttes futures.

Ceci nous semble découler du besoin du regroupement de toutes les forces comprenant les exigences de la lutte prolétarienne, dans les foyers en grève comme dans les autres foyers et même hors des foyers, et du besoin de défendre la lutte et son organisation contre ses détracteurs.

(*) C'est ainsi que le C.C. est signataire de l'appel à la manifestation du 1er décembre dont une des revendications est l'ouverture de négociations avec le Comité de Coordination.

MAROC

(suite de la p. 1)

LES JUSTIFICATIONS HYPOCRITES DE L'USFP

L'USFP commence par ajouter de l'eau au moulin des justifications ignobles du régime marocain qui prétend défendre son "intégrité territoriale" contre des "agresseurs étrangers". "L'usage des armes est pour nous fondamentalement défensif car nous sommes par principe contre l'agression" (1). Mais comment expliquez-vous, messieurs les "socialistes", que le régime marocain n'ait pas hésité à mener depuis quatre ans une véritable guerre d'extermination contre des populations qui refusent de se soumettre à l'administration chérifienne, comme elles se sont courageusement soulevées par le passé contre le colonialisme espagnol et français ? Et surtout, comment expliquez-vous votre acharnement à défendre la "marocanité" du Sahara, quitte à passer sur les cadavres de tous ses habitants, au moment même où l'Espagne continue à occuper, sans jamais avoir été dérangée, Ceuta et Melilla situées au nord du Maroc et dont la marocanité est cette fois indiscutée ?

L'hypocrisie de l'USFP apparaît particulièrement manifeste quand elle fait mine de se soucier de l'"indépendance" du Maroc à l'égard des pressions américaines : "Il ne nous semble pas que la décision du président Carter respecte ce seuil minimum qu'est le droit du Maroc à définir et à adopter sa politique d'une manière autonome". Comme on peut s'en apercevoir, l'USFP cache le fait que le régime marocain s'est lancé dans l'annexion du Sahara avec la bénédiction et des garanties des impérialismes français et américain et que s'il arrive à se sortir d'une

guerre où il a investi près des deux tiers de ses troupes (quelque 60 000 hommes sur environ 100 000), ce sera avant tout grâce aux *Mirage* français et aux *Cobra* américains. Par ailleurs, qui peut nier que dans le cas d'une guerre, comme dans celui d'une "paix" négociée, les gagnants seront avant tout Washington et Paris ?

Si l'USFP a quelque inquiétude à formuler à l'occasion de la décision de Carter de livrer des armes à Hassan II, cela ne l'empêche nullement de s'en féliciter. Seulement, elle ne peut pas s'empêcher de prodiguer ses précieux conseils à ses maîtres. La possession d'une armée "motivée, forte quantitativement et qualitativement" n'a pas pu pour autant faire reculer le Front Polisario.

C'est pourquoi l'USFP soutient que la clé de la victoire du Maroc se trouve "dans la capacité des gouvernants marocains d'assumer les fonctions dont les circonstances ont investi l'Etat marocain. Levier de la dynamisation de la défense de la patrie, l'Etat demeure le principal pôle d'où émanera le processus de renouvellement de cette affaire". Il est clair que l'USFP a irrémédiablement choisi le camp des capitalistes, de la monarchie et des oppresseurs impérialistes !

De son côté, le PPS n'a pas réagi différemment devant l'escalade de la guerre contre-révolutionnaire menée par le régime marocain contre les masses sahraouies pour le grand bien de l'impérialisme dans la région.

LES PRETENTIONS MENSONGERES DU PPS

Dans la résolution présentée à son 2ème congrès (en février 1979) (2), le PPS n'a aucune honte à lier la "lutte pour parachever et sauvegarder l'unité territoriale" à une fantomatique lutte anti-impérialiste dont il se serait devenu brusquement un zélé défenseur. Le moins qu'on puisse dire dans ces conditions, c'est que Hassan II représente désormais dans la région, l'"anti-impérialisme" le plus radical, tant son acharnement à exterminer les Sahraouis (transformés pour l'occasion en ... "agents de l'impérialisme" !) ne fait pas le moindre doute !

Tout comme les "socialistes" de l'USFP, les stalinien du PPS préfèrent passer sous silence une vérité qui est pourtant des plus manifestes. Qui peut nier en effet que derrière le Maroc se profile directement précisément l'impérialisme, en la personne des USA et de la France, et

que sans le feu vert de ceux-ci le régime marocain ne se serait jamais aventuré dans une entreprise qui lui aurait été de toute évidence fatale ?

Il est facile de parler de "lutte anti-impérialiste" à l'ombre des *Mirage* français. Mais remarquons ceci au passage : les opportunistes qui reprennent aujourd'hui du poil de la bête ont ils jamais pensé s'attaquer aux positions du colonialisme espagnol qui contrôle jusqu'à maintenant Ceuta et Melilla ? Sans doute que la défense de l'"intégrité territoriale" doit tenir compte des rapports de force comme ils se plaisent à le rappeler...

Se comportant en véritable larbin du régime, le PPS va jusqu'à justifier l'"effort de guerre" et donc l'austérité qui en découle pour les masses qui sont tout naturellement en train de

payer les frais d'une guerre contre-révolutionnaire menée contre tout un peuple dont le seul crime a été de rejeter la tutelle d'une monarchie qui l'a privé, il y a vingt ans, du secours des combattants du Sud marocain.

"La défense du Sahara marocain exige un effort militaire continu et un appui efficace à tous les niveaux et par tous les moyens à nos forces armées qui se battent avec héroïsme le long des frontières" (!). Voilà où en sont arrivés les stalinien. Ils appellent les travailleurs à se sacrifier pour appuyer une armée qui n'hésitera pas à se retourner contre eux le moment venu, comme elle l'a déjà fait. Pire, ils appellent les travailleurs à se solidariser avec "leur" armée pour exterminer un peuple pour le seul bénéfice de la bourgeoisie et de l'impérialisme !

Les travailleurs marocains ne pourront acquérir la liberté de mouvement dont ils ont besoin pour mener leur lutte de classe qu'à la condition de se désolidariser complètement des visées expansionnistes de "leur" Etat qui contribuent finalement à accroître la pression de l'impérialisme dans la région et à resserrer l'état qui étouffe les masses exploitées.

Il est clair que tout cela ne peut se faire sans la lutte à mort contre la politique criminelle de l'USFP et du PPS.

(1) Voir l'éditorial de l'organe de l'USFP, *Libération*, du 28 oct. au 1er nov. 1979. Toutes les citations de l'USFP sont extraites de cet éditorial.

(2) La résolution en question est publiée sous forme de brochure en langue arabe. Nous en avons extrait toutes les citations du PPS de cet article.

le prolétaire

N° 301

- Le capitalisme mondial poussé au bord du gouffre
- Lutte ouvrière : grandes manœuvres syndicales
- Solidarité de classe avec les militants emprisonnés
- Avortement : à bas les lois répressives !
- Au Nicaragua, le sandinisme à l'œuvre
- Carnet tricolore
- Bilan des luttes anti-coloniales
- Immigration : la loi d'Ornano une loi bestiale !

TUNISIE :

LES POSITIONS DU CNI ET D'EL-AMEL-TOUNSI SUR LA QUESTION SYNDICALE

Une fausse alternative

Après la vague de répression bourgeoise qui a déferlé sur le mouvement ouvrier à la suite des événements du 26 janvier 1978, la question syndicale a tout naturellement remonté à la surface de la vie politique et sociale en Tunisie.

Dans le cadre de la résistance ouvrière à l'offensive capitaliste menée sous la haute pro

tection de l'impérialisme, une place particulière est occupée par l'initiative lancée afin de réanimer le mouvement syndical à travers le fameux Comité National d'Initiative (CNI), plus connu sous le nom de sa publication clandestine E-Chaâb, dont le numéro 6 a été saisi à l'occasion des arrestations des militants syndicaux adhérents du CNI.

Si le CNI caractérise à juste titre l'UGTT actuelle comme étant un "cadre syndical policier", il appelle par contre les travailleurs "à rester attachés à la seule et authentique UGTT, à ses statuts, à son règlement intérieur, à ses décisions et à ses structures légitimes émanant du 14ème congrès" (1).

Dans la mesure où le CNI ne fait que reprendre les positions du groupe E-Choûla (pro - albanais), il n'est pas sans intérêt de voir comment celui-ci a évolué en ce qui concerne l'appréciation qu'il donne de la bureaucratie syndicale de type Achour.

Jusqu'en 1977, les maoïstes d'E-Choûla reconnaissaient que les agissements du groupe Achour - Belkhodja - Mestiri étaient "au service de la nouvelle stratégie américaine qui se base sur les slogans des libéraux et de l'ouverture démocratiques comme axe d'agissements et de mouvements afin de stopper la domination soviétique et afin de ne pas donner l'exclusive aux partis et forces qui sont favorables à cette dernière, ceci d'une part, et pour se créer et se façonner des alliés ayant un minimum de "caution populaire" en vue de perpétuer leur domination commune et maintenir les intérêts américains en place d'autre part" (2).

Passons sur le fait que les maoïstes sont tellement obsédés par l'antagonisme USA - URSS qu'ils arrivent à passer à côté de l'essentiel, à savoir le souci de l'impérialisme de se donner des structures "démocratiques" capables d'absorber les mouvements sociaux au moment où la classe ouvrière commençait à relever obstinément la tête. D'où le fait indéniable que de larges secteurs connus pour leur servilité à l'égard des intérêts américains, comme la CISL, ont tenté de jouer la carte Achour. Et s'ils se sont résignés par la suite à la solution Nouira, cela est dû avant tout à l'ampleur du mouvement social que la bureaucratie syndicale n'était pas capable de toute évidence de discipliner.

Pour en revenir à E-Choûla, notons que, conformément à l'ana

lyse qu'il faisait à propos de l'antagonisme qui opposait la bureaucratie syndicale au clan des Nouira - Sayah, il a pu aller jusqu'à soutenir ceci en décembre 1977 : "Notre tâche dans l'immédiat est de soutenir les luttes de la classe ouvrière, de dénoncer l'hégémonie du pouvoir sur le syndicat et le rôle de comploteur qu'exerce Achour dans ce sens" (id.).

A la suite des événements du 26 janvier, ce groupe changera de position à l'égard de la bureaucratie syndicale. Désormais, c'est seulement du 26 janvier 78 que date "le retour de la domination du parti destourien et du gouvernement sur l'UGTT" (3).

Le suivisme à l'égard de la bureaucratie Achour que l'on retrouve dans la plate-forme du CNI est intimement lié aux positions politiques du groupe E-Choûla. En 1977, celui-ci qualifiait la contradiction opposant Belkhodja - Achour à Nouira - Sayah de secondaire. Aujourd'hui, sa tactique se réduit à la lutte contre les partisans "extrémistes" de l'impérialisme américain en Tunisie sous le prétexte d'éviter un coup d'Etat allant dans le sens d'une dictature militaire.

Dans ces conditions, le groupe qui constitue le second pôle du courant maoïste en Tunisie, El-Amel-Tounsi, ne trouve pas de grande difficulté à critiquer le suivisme du CNI vis-à-vis de la bureaucratie Achour.

Le plus dangereux, c'est que El-Amel-Tounsi tente de couvrir ses positions tout aussi opportunistes que celles du CNI en faisant mine de défendre les positions de l'Internationale Communiste sur la question syndicale.

C'est ainsi qu'il attaque comme "scissionniste" la position du CNI appelant les travailleurs à refuser de régler les cotisations syndicales. Comme nous venons de le voir, les motifs du CNI n'ont rien à voir avec les principes d'un véritable syndicalisme de classe.

Cependant, quand El - Amel - Tounsi invoque l'opposition de l'Internationale à "toute désertion volontaire" du syndicat et à "toute tentative de création artificielle de syndicats", il tourne complètement le dos à la réalité concrète à laquelle se trouve confronté le mouvement ouvrier tunisien.

D'abord, l'Internationale Communiste condamnait la désertion volontaire "qui ne serait pas déterminée par les violences excessives de la bureaucratie syndicale (dissolution des filiales locales révolutionnaires syndicales par les centres opportunistes...)" (4). A notre connaissance, les violences et la dissolution des filiales locales en Tunisie non seulement constituent des pratiques courantes, mais elles sont l'oeuvre directe de l'appareil d'Etat bourgeois et de ses milices.

Par ailleurs, et c'est le plus grave, les maoïstes d'El-Amel-Tounsi présentent aux ouvriers une perspective qui ne peut qu'entraver le développement réel de la lutte et de l'organisation de classe. Ils appellent les ouvriers à conquérir le syndicat actuel et qualifient de "gauchiste" toute tentative d'organisation en dehors des structures syndicales. En refusant de lutter contre les prélèvements automatiques des cotisations (1% du salaire des ouvriers), ils se font indirectement les défenseurs de l'appareil inféodé à l'Etat bourgeois.

D'un autre côté, l'"Opposition syndicale révolutionnaire" (OSR), qu'anime El-Amel-Tounsi, tout en se prétendant l'héritière de l'Internationale syndicale

(suite p. 9)

- (1) Plate-forme du CNI publiée en arabe dans E-Chaâb (clandestin), n° 1, mai-juin 78.
- (2) E-Choûla, n° 10, décembre 77. Traduction française dans un recueil daté d'avril 1978.
- (3) Voir l'article intitulé Les caractéristiques du travail syndical dans les conditions actuelles. En langue arabe dans E-Chaâb (clandestin) numéro 2.
- (4) Le mouvement syndical, les comités de fabrique et d'usine, in Les quatre premiers congrès de l'Internationale. Reprint Maspéro, 1969, p. 54.

ALGERIE :

L'EVOLUTION DU SECTEUR AUTOGERE

Décentraliser pour mieux contrôler les travailleurs

Nous avons vu, dans notre précédent numéro, la signification et la portée réelles de l'autogestion algérienne aux lendemains de l'indépendance. Il est intéressant de voir brièvement en quoi ont consisté les différentes réformes qui ont affecté ce secteur depuis le coup d'Etat du 19 juin 1965.

L'Etat alarmant de la production dans lequel la "démobilisation politique" des travailleurs agricoles n'est pas pour rien (1), la crise de 1966 qui a vu les domaines autogérés rencontrer des difficultés considérables pour financer leur plan de production, expliquent l'attention particulière accordée par l'Etat à ce secteur. Ajoutons à cela la nécessité impérieuse pour la bourgeoisie de recourir à une reconversion du vignoble à cause de difficultés rencontrées auprès de la CEE depuis 67 (2).

A l'époque, l'Algérie se lançait avec toute la sollicitude de l'impérialisme sur la voie d'une industrialisation contrôlée par l'Etat, à travers l'émergence des fameuses "sociétés nationales". Certes, l'Etat algérien comptait avant tout sur la valorisation des hydrocarbures et sur la participation du capital étranger pour réaliser son programme d'industrialisation.

Cependant, il ne pouvait manquer de porter son attention sur le secteur autogéré dans la mesure où celui-ci, à la différence de l'agriculture "traditionnelle", constituait une source très importante de devises. En effet, les productions du secteur autogéré débouchent directement sur le marché international (60% des produits maraîchers et des agrumes, 90% du vin proviennent du secteur autogéré). Par ailleurs, ce secteur est le mieux placé pour recevoir le matériel agricole et les engrais dont la production était prévue dans le cadre du premier plan quadriennal (1970-73).

En 1969, on a assisté à la promulgation d'une nouvelle législation de l'autogestion agricole : c'est l'occasion pour la presse officielle d'entrer en guerre contre le gaspillage, les lenteurs bureaucratiques et les abus dont sont victimes les travailleurs agricoles et d'applaudir à la décentralisation amorcée par Boumediène. La bonne logique capitaliste n'en continue

pas moins de dicter à l'Etat les mesures à prendre.

D'ailleurs, l'Etat bourgeois lui-même ne cache pas ses intentions en la matière. Boumediène en personne ne se gênait pas pour déclarer : "Il nous faut en outre mettre fin à des abus et décentraliser pour

mieux contrôler les entreprises autogérées" (Le Monde du 10 novembre 1965). Qu'en pensent nos courants "de gauche" dont tout le "radicalisme" se réduit à vouloir "autogérer" le capitalisme?

(suite p. 9)

Le 5-nov-79

Flash sur la situation en Algérie

LA SITUATION SOCIALE : Le jour de l'Aïd (comme les autres jours, d'ailleurs), les travailleurs et les couches pauvres de la population se pressent sur le marché ; c'est la bousculade, et parfois même la bagarre pour parvenir à trouver un légume, trop cher et à moitié pourri.

A titre d'exemple, on peut noter qu'il y a peu de temps, 1 kg de pommes de terre coûtait entre 3 et 4 dinars ; 1 kg de haricots 12 dinars ; 1 kg de carottes et navets, 5 dinars (de plus ces produits ne sont pas abondants, parfois même introuvables). Le prix de la viande est très élevé : 35 dinars le kg pour le boeuf ordinaire, tandis que le plus petit mouton revenait cette année à un minimum de 1 000 dinars (pour un poids qui ne dépasse jamais 15 kilos, une fois dépouillé et vidé).

A partir de 8 heures, on ne trouve plus de pain (nombreuses chaînes dans les boulangeries).

Coupures d'eau fréquentes (même le jour de l'Aïd) ; pénurie de piles et ampoules électriques.

LE SYNDICAT : joue le jeu du gouvernement en appelant les masses à produire davantage, à s'unir derrière l'Etat en faisant preuve de vigilance et de discipline à l'égard des soi-disant "réactionnaires". Voilà une bonne façon de défendre les travailleurs !

Les bonzes défendent leurs propres intérêts et se disputent les déplacements à l'étranger.

LES MARABOUTS : A l'occasion des grandes prières de l'Aïd, ils ont prêché l'unité, la fraternité, l'entente de tous (les riches et les pauvres ont leur place dans la société ; chacun doit se contenter de son sort), font l'éloge d'un Etat puissant.

LA PRESSE ET LA TELE : donnent le même jour une fausse image de la situation au Liban en présentant un film style américain qui nie toute agitation sociale au Liban.

LA REPRESSION : dans le cadre de la campagne pour l'assainissement, la police frappe durement la population (en particulier les jeunes) ; elle contrôle les papiers, les saisit, délivre des amendes, matraque et arrête des travailleurs, quant aux sans-travail, elle les envoie dans des camps. Les camps permettent d'améliorer la production de l'alga qui est actuellement en baisse ; ce sont de véritables travaux forcés : pour avoir à manger, chaque personne doit produire au minimum 60 kg par jour. Le fait d'étendre du linge, de mettre des pots de fleurs aux fenêtres justifie l'intervention violente des flics, avec la complicité des concierges.

L'ETAT organise un impressionnant défilé (1er novembre : anniversaire de 1954) pour montrer sa force, intimider les travailleurs et raviver le chauvinisme, notamment anti-marocain. Châli, dans son discours, a ménagé la France : aucune critique au sujet des interventions en Afrique (Centre Afrique, Mauritanie...) et pas un mot sur le passé de la France en Algérie. Il feint d'ignorer la situation de Garges, Nanterre... et, en général, les lois qui frappent les travailleurs immigrés. Il insiste pour préparer un retour progressif au pays, en coopération avec le gouvernement français. C'est une véritable opération de charme en direction de la France !

L'autogestion en Algérie

(suite de la p. 8)

L'attribution des prêts pour le financement des plans de production dépendait - comme dans tous les pays capitalistes - des comptes de chaque unité de production. A cet effet, l'Etat avait déjà mis en place auparavant une cinquantaine de coopératives de gestion et de comptabilité dont la mission consistait à rassembler et à vérifier les données statistiques qui devaient être utilisées dans les pratiques des différents organismes dont dépendait le secteur autogéré sur le plan du financement, de l'approvisionnement et de la commercialisation.

Les demandes d'attribution de crédit à moyen et long termes sont visées par le Ministère de l'agriculture (MARA). Celui-ci définissait et contrôlait l'orientation économique et technique du secteur autogéré dans le cadre d'un plan national soumis aux exigences de l'exportation qui permet de rapporter les devises indispensables à l'industrialisation capitaliste. C'est toujours le MARA qui arrête les barèmes des avances sur revenus et salaires, fixait les prix de base pour la production des domaines autogérés et les coûts des prestations de services rendus par les organismes étatiques aux domaines autogérés.

L'expérience des années précédentes, marquée par une intervention bureaucratique excessive, s'étant avérée non rentable pour la bourgeoisie, l'Etat a donc été appelé à desserrer le noeud de la mainmise bureaucratique qui pesait sur les domaines autogérés. La presse officielle, elle-même, reconnaissait que celle-ci n'avait pas donné les résultats escomptés (3).

Pour remédier à cette situation, une nouvelle ordonnance portant réorganisation de l'autogestion agricole a vu le jour le 17 juin 1975. L'Etat bourgeois a octroyé à cette occasion une certaine décentralisation aux exploitations autogérées. Le MARA a vu sa tutelle disparaître. Celle-ci a été remplacée par une fonction d'orientation, d'assistance, de coordination, d'animation et de contrôle exercée conjointement avec les APC et les APW. Le directeur a fait place à un "technicien qualifié" chargé d'assister le président du comité de gestion.

Par ailleurs, l'Etat a pris des mesures économiques qui répondent à un souci d'efficacité capitaliste et de rentabilité. Parmi ces mesures, notons la diminution du taux d'intérêt des prêts accordés aux domaines autogérés. Inutile de dire que les

effets de cette mesure seront ressentis de manière inégale par les différents domaines. Avec les mesures en matière de prix agricoles à la production, les organismes étatiques disposent d'un éventail de possibilités pour "rouler" les domaines et drainer à eux des surprofits considérables que l'industrie attire tout naturellement à elle. Le meilleur exemple en est donné par le monopole d'Etat dans l'opération de classification des produits agricoles.

Du point de vue social, d'aucuns trouveraient du domaine de la rhétorique l'affirmation suivant laquelle la situation des travailleurs agricoles a empiré depuis la période coloniale. Il suffit, pourtant, de considérer par exemple l'augmentation de la part consacrée à l'alimentation dans les dépenses globales des ménages ouvriers, surtout dans les communes urbaines. Estimée à 48,5% des dépenses totales en 59, cette part est passée à environ 60% en 1968. Nous n'avons pas de chiffres pour la période ultérieure, mais il est clair qu'empiriquement les masses ont vu depuis leur situation se dégrader.

Pour se faire une idée plus actuelle des conditions de vie des travailleurs agricoles, rappelons qu'en 1978 le SMAG a été augmenté de 56% par rapport à 1973 et cela n'a fait que le relever à 15,30 DA par jour, soit moins de ... 500 DA par mois ! On comprend dans ces conditions que la presse aux ordres n'ait jamais cessé depuis l'indépendance sa campagne hypocrite contre les "ventes illégales" auxquelles sont obligés de recourir les travailleurs pour arriver à joindre les deux bouts en l'absence d'un mouvement de classe qui suppose la lutte collective.

Les travailleurs agricoles en Algérie ont un passé de luttes magnifiques durant la période coloniale. La riposte aux effets ravageurs de la crise exige le retour aux traditions glorieuses du mouvement ouvrier. C'est là également une condition pour que les travailleurs agricoles puissent donner leur pleine contribution à la lutte finale du prolétariat contre le capitalisme.

- (1) En 1966, la production céréalière n'atteint que le tiers de la production moyenne en Algérie.
- (2) Le secteur autogéré englobe en effet 90% du vignoble.
- (3) Nous pouvons lire dans El-Moudjahid du 30/4/75 : "Depuis 1963 et jusqu'à aujourd'hui, le secteur autogéré connaît encore la majorité des problèmes qu'il a de tout temps connus".

TUNISIE

(suite de la p. 7)

rouge, cache que pour celle - c un des éléments qui déterminent la tactique syndicale des communistes révolutionnaires, c'est de ne pas se couper des masses. Or, sans vouloir généraliser le phénomène, il est impossible de passer sous silence le phénomène du boycott spontané auquel recourent les ouvriers dans plusieurs localités. Réduire so travail uniquement au cadre syndical (pour ne pas parler de l'orientation fautive qui le fonde même sur ce terrain) revient à laisser tomber les ouvriers qui ont réagi contre l'appareil syndical policier en quittant les structures qu'il contrôle (5).

Il est clair que, pour nous la réponse à la question de savoir s'il faut ou non travailler dans le syndicat officiel doit tenir compte avant tout du degré d'influence qu'exerce celui-ci sur la masse des ouvriers.

L'UGTT rassemble encore malheureusement beaucoup d'ouvriers dans ses rangs. Nous ne pouvons pas par conséquent refuser tout travail en son sein. Seulement, ce ne sera pas pour la conquête à la direction révolutionnaire. Ce qui suppose que nous refuserons d'y prendre la moindre responsabilité à quelque niveau que ce soit de son appareil. C'est la condition pour ne pas faire croire aux travailleurs qu'on peut la transformer en un instrument de la lutte de classe.

Le seul objectif qui nous guide dans les syndicats de ce genre est de permettre aux ouvriers qui y sont embrigadés d'échapper à l'influence de la bourgeoisie. Le travail plus large d'organisation de la classe ouvrière sur la base de ses intérêts de classe ne peut se faire dans le cadre d'un syndicat policier. C'est pourquoi nous accordons la plus grande attention à toutes les formes de résistance auxquelles la classe ouvrière aura à recourir dans ces conditions sur le chemin difficile de la reconstruction de véritable organisations de défense prolétarienne.

- (5) A titre d'exemple, rappelons que les ouvriers de la Société tunisienne d'électricité et du gaz, à La Goulette, ont boycotté la réunion pour le renouvellement des délégués syndicaux. Même chose à la SOCOMINA (Menzel-Bourguiba), à la SOGITEK, à Gabès, à la STM de Tunis, au syndicat de l'éducation à Sousse. Par ailleurs, plusieurs mouvements ont été signalés en signe de protestation contre le prélèvement automatique des cotisations.

SAHARA :

un enjeu considérable pour l'impérialisme

S'il est exact que les différents impérialismes ont tout intérêt à éviter une conflagration généralisée qui mettrait en danger l'équilibre de la région, il n'en demeure pas moins vrai que la difficulté qu'ils ont à mettre un terme à un conflit qu'ils s'accordent à qualifier de "préjudiciable" renvoie sans aucun doute à des contradictions réelles que l'on ne peut cerner si l'on n'a pas présent à l'esprit l'enjeu tant économique que stratégique que constitue le Sahara occidental.

Ceci est d'autant plus vrai dans un contexte international marqué par une "crise de l'énergie" et des matières premières en général, qui n'est pas près de s'atténuer, et par un alignement de forces de plus en plus ouvert, comme prélude à des affrontements militaires de portée internationale, dont les guerres localisées et les escarmouches politico-diplomatiques auxquelles on assiste aujourd'hui ne sont que des signes avant-coureurs.

Le simple rappel de l'importance économique que revêt le Sahara occidental nous éclaire sur les véritables desseins tant des impérialismes concernés que des bourgeoisies locales. En effet, derrière les proclamations unanimes quant à la nécessité de trouver une "solution politique" au conflit se profile tout simplement le souci capitaliste majeur d'exploiter "en paix" les richesses considérables que recèle le sous-sol de la région (1).

La guerre qui a durement affecté par exemple la chétive Mauritanie ne pouvait pas laisser indifférent l'impérialisme français. Dans la *Lettre de l'Expansion* du 23/7/79, nous pouvions lire ce passage fort significatif : "La reprise des hostilités en Mauritanie pose un problème

difficile au gouvernement français. Elle survient au moment où la Société nationale mauritanienne qui gère le secteur minier de ce pays était sur le point d'obtenir des fonds du Koweït et de l'Arabie Saoudite pour la mise en route du projet Guelbs dont la première partie représente quelque deux milliards de francs". On sait que douze jours plus tard, la Mauritanie décidait son retrait du conflit en signant les accords de "paix" à Alger, le 5 août dernier...

LE JEU DE L'ESPAGNE

De son côté, l'Espagne voit d'un mauvais oeil l'effondrement consécutif à la guerre de la production de phosphates au Sahara. En effet, de 2,6 millions de tonnes en 1975, la production de phosphates est passée, en 1976, à ... 173 000 tonnes. L'Espagne a de quoi être déçue, quand on sait qu'elle avait programmé une capacité de production de 10 millions de tonnes pour 1980 !

A ce propos, il faut rappeler que l'impérialisme espagnol n'a transféré les 65% du capital de FOSBUCRAA à l'OCF marocain qu'à la condition que ce dernier s'engage à vendre aux firmes espagnoles le minerai à un "prix préférentiel", sans parler, bien entendu, des 35% qu'il détient toujours.

L'accord de pêche passé entre le Maroc et l'Espagne permet aux bateaux espagnols de continuer à chaluter le long du littoral du Sahara comme auparavant (2).

Par ailleurs, même si elle s'avérait fondée, la redistribution des cartes qui se déroule au Maghreb entre l'impérialisme américain (qui semble concurrencer plus âprement la France au Maroc) et l'impérialisme français (qui paraît s'être laissé convaincre de resserrer ses liens avec Alger) ne peut pas signifier que les Etats-Unis se soient finalement décidés à laisser tomber complètement l'Algérie et ce, en raison des projets économiques relativement importants qu'ils y entretiennent.

Jusque-là, nous pouvons voir que si on s'en tient exclusivement à l'enjeu économique que constitue le Sahara, on a du mal à expliquer la tension qui ne fait qu'augmenter. En effet, force est de constater que, quelle que soit la solution, l'exploitation économique de la région ne changera pas pour autant de tuteur. S'il fallait schématiser, nous dirions que le plus impor-

tant pour l'impérialisme, ce n'est pas que la bourgeoisie algérienne finisse par mettre la main sur les richesses minières du Sahara. Au demeurant, celle-ci est bien incapable d'exploiter seule les richesses que recèle le sous-sol qu'elle contrôle.

LA QUESTION STRATEGIQUE

Par contre, l'impérialisme américain peut redouter que l'accès à une position éminemment stratégique soit permis à un pays, en l'occurrence l'Algérie, qui, contrairement au Maroc, n'est pas favorablement disposé au bloc occidental au point de vue de l'alignement politique et militaire, malgré les excellents rapports économiques qu'il continue d'entretenir avec les Occidentaux.

Si les Etats-Unis, déjà avant 1975, avaient fait pression sur Madrid pour que l'Espagne retire son projet d'octroyer l'"auto-détermination" aux populations sahraouies, c'était pour des raisons essentiellement stratégiques. En 1973, l'Espagne avait élaboré un "statut intérimaire d'autonomie", qui devait ouvrir la voie à une décolonisation "sur mesure" lui permettant de garder les pouvoirs réels par Djemaas locales interposées (c'est le genre de "solutions" que la France a trouvées dans un grand nombre de pays africains). L'absence d'une base sociale objective indispensable pour une alliance avec les tribus sahraouies, mais surtout l'opposition du Maroc et la réapparition du mouvement de résistance anticoloniale au Sahara ont constitué autant de facteurs qui ont poussé les Américains à déconseiller à l'impérialisme espagnol de se mouiller trop directement.

Il ne faut pas oublier qu'à l'époque, les Américains étaient en train de renégocier les accords relatifs à leurs bases militaires installées en Espagne.

(suite p. 11)

A NOS LECTEURS

Lecteurs habitant en France, mais surtout dans les pays du Maghreb, où la circulation de l'information est difficile, donnez les nouvelles de la vie et des luttes de notre classe ! Devenez correspondants du bulletin !

- (1) En ce qui concerne les retombées du conflit sur les relations économiques franco-algériennes, voir l'article Algérie : Misère de l'anti-impérialisme bourgeois, dans El-Oumami, n° 1.
- (2) La flotte espagnole détient à elle seule 200 000 tonnes dans le total de la capture annuelle de la région estimée à 1 281 500 tonnes.

SAHARA

(suite de la p. 10)

Il s'agissait pour eux, surtout devant les incertitudes dont pouvait accoucher la période post-franquiste, d'éviter que l'Espagne ne soit l'objet d'un choc comparable à celui qui avait été donné au Portugal par la vague anticoloniale qui a déferlé notamment en Guinée-Bissau, au Mozambique, en Angola.

Ce n'est donc pas un hasard si l'accord de Madrid du 14 novembre 1975, entérinant le partage du Sahara entre le Maroc et la Mauritanie, était précédé d'un accord hispano-marocain signé en octobre de la même année et qui stipulait, entre autres, la nécessité de maintenir une ou deux bases militaires espagnoles au Sahara. En imposant leur contrôle à toute cette région située entre la Méditerranée (zone stratégique) et l'Atlantique (trait d'union du bloc occidental), les USA auront effectivement "stabilisé" comme ils le souhaitent l'entrée en Méditerranée et ce, grâce au déploiement de leurs bases en Espagne, aux Canaries et au Maroc (3).

L'autre aspect stratégique concernant cette région, c'est qu'elle se trouve entre la Méditerranée et l'Afrique occidentale, chasse-gardée de l'impérialisme français. Ce n'est pas un hasard si ce dernier a exploité les événements de 1978 (attaques du Front Polisario contre les installations économiques de Zouérate) pour mettre sur pied un dispositif de sécurité composé de matériel de guerre sophistiqué que des officiers français auront à manier. C'était aussi l'occasion de reprendre en main les services de renseignement mauritaniens et d'installer des radars le long des frontières nord de la Mauritanie pour détecter les infiltrations et les mouvements des colonnes sahraouies. Le centre de transmission aurait à répercuter l'information sur les bases françaises de Ouakam (Sénégal), Nouadhibou et Atar (Mauritanie) où la piste d'atterrissage a été allongée pour permettre aux Jaguar, connus pour leur résistance aux missiles soviétiques SAM 7, de s'y poser.

Enfin, rappelons qu'à partir du Sahara occidental, l'impérialisme américain pourra pratiquement compenser ce qui a été détruit par la vague révolutionnaire qui a secoué les colonies portugaises, à savoir la perte des îles du Cap Vert qui abritaient l'une des plus importantes bases de l'OTAN, ainsi que la perte du contrôle des Açores qui permettaient la surveillance aérienne et navale de l'Afrique. De plus, il pourra, à partir de là, contrôler facilement les gros pétroliers qui empruntent la route du Cap et passent au large des côtes sahraouies pour se rendre en Europe.

Cela en dit assez sur l'enjeu stratégique considérable que représente le Sahara, ce qui ne peut que rendre plus explosive la situation à laquelle se trouvent confrontés les différents impérialismes et les bourgeoisies du Maghreb. D'autant plus que les contradictions sur lesquelles repose le conflit ne renvoient pas seulement aux déterminations politico-militaires qui fondent l'alignement de l'Algérie dans un futur conflit impérialiste mondial. Aussi faible que soit son poids au regard des brigands, grands et petits, qui se disputent sur son corps, le mouvement de résistance sahraoui constitue un facteur de tension non négligeable, même si on fait abstraction de l'appui massif de l'Algérie qui n'a rien d'anti-impérialiste comme nous avons eu l'occasion de le montrer (4). C'est ce que nous essayerons d'explorer dans un prochain article.

(3) Même si les USA se sont engagés à retirer de la base navale de Fota leurs dix sous-

marins nucléaires "Polaris" avant juillet 1979, ils conservent néanmoins l'utilisation de cette base ainsi que des bases aériennes de Torrejón, Saragosse et Morin et du polygone de tir de Las Ardenas Reales.

Pour ce qui est des îles Canaries, dès 1960 la NASA avait installé à Las Palomas (Grande Canarie) une base de téléguidage et de télémessure des satellites spatiaux. En 1969, l'Afrique du Sud et le Portugal ont mis en place un câble sous-marin reliant le Cap à Lisbonne à travers l'île de Sal (Cap Vert) et Ténériffe. Il y existe également des bases de Sonnar anti-sous-marins, ainsi que des aéroports fréquemment utilisés par les avions de guerre français. Au Maroc, les USA disposent des bases de Kenitra, Sidi Yahia et Bouknadel. (4) Voir l'article intitulé Pour l'unité des exploités du Maghreb dans notre journal bimensuel Le Proletaire n° 213

Soutenez la presse
du Parti !

Abonnez-vous !

مجالات الحزب النظرية

programme
communisteبالفرنسية
(مجلة نظرية أممية)

el programa comunista

بالاسبانية

kommunistisches programm

بالألمانية

communist program

بالانجليزية

الجرائد والنشرات

il programma comunista

بالإيطالية

le prolétaire

بالفرنسية

El Comunista

بالاسبانية

EL PROLETARIO

el-oumami

بالعربية والفرنسية

Proletarier

بالألمانية

La question des libertés politiques dans les pays de jeune capitalisme

Nous avons vu dans un précédent article le cadre général de la tactique prolétarienne dans la phase où la bourgeoisie européenne était encore ascendante. Naturellement, cette tactique supposait que le parti ouvrier n'intervienne pas "en simple appendice de la bourgeoisie, mais en parti indépendant, absolument distinct d'elle" (1). Cette condition sine qua non de l'action de classe étant posée, la tactique du parti prolétarien peut-elle être la même aujourd'hui dans les pays où la bourgeoisie dispute ou finit de disputer son pouvoir politique à l'impérialisme et aux vieilles classes prébourgeoises ?

2. comment se pose la question aujourd'hui

C'est ce que nous allons voir dans cet article en laissant cependant de côté la question du suffrage universel direct qu'une longue expérience historique permet désormais, non seulement à la bourgeoisie, mais même aux vieilles formes de pouvoir archi-réactionnaire, d'utiliser pour les besoins de la consolidation de leurs privilèges, comme cela ressort aujourd'hui des plébiscites aux scores de 99,99%, qui ne sont d'ailleurs pas les plus intelligents... Contentons-nous de considérer les fameuses libertés de presse, de réunion et d'association si rares de Pyong Yang à Casablanca, de Mexico à Santiago, ou de Dakar au Cap.

C'est un lieu commun aujourd'hui de dire que les classes dominantes émergent de pays de jeune capitalisme ont encore moins d'élan révolutionnaire que leurs aînées d'Europe, et en particulier celles qui arrivent en retard dans leur aire géo-historique, comme ce fut le cas de l'Allemagne au siècle dernier, et, si l'on veut, de l'Iran aujourd'hui.

Une des raisons de cette situation tient au fait que l'ennemi central n'est plus le même : hier, le féodalisme, adversaire politique mais bien plus social, aujourd'hui, l'impérialisme. Ce dernier est sans aucun doute un adversaire politique immédiat bien plus coriace et dont le recul et la défaite exigent une plus forte mobilisation des énergies sociales, mais il se trouve du même bord que la bourgeoisie nationale vis-à-vis de la classe ouvrière. Le résultat en est que des compromis et même des capitulations politiques sont plus faciles avec lui qu'avec le féodalisme, sans que cela ait la même conséquence catastrophique pour l'affirmation des intérêts économiques et sociaux de cette bourgeoisie. En effet, en même temps que la domination coloniale ou semi-coloniale maintient la bourgeoisie locale, ou certaines fractions de cette bourgeoisie, dans une discrimination politique - et même raciale - d'autant plus insupportable que grandit son poids économique - même relatif -, elle façonne des Etats généralement en avance sur le développement social, ce qui oblige bien les classes montantes à mener combat contre la domination étrangère, mais leur épargne au maximum la nécessité d'entraîner les masses dans la destruction radicale des vieux restes sociaux qui pèsent sur l'Etat national.

Une autre raison de cette situation tient au rôle du prolétariat dans la lutte révolutionnaire. Au début du siècle, alors que le capitalisme atteignait le stade impérialiste et ne laissait sur la scène des pays économiquement "avancés" que le prolétariat comme classe ascendante, et que l'Europe de l'Est et l'Orient économiquement "arriérés" et dépendants s'éveillaient à la lut-

te révolutionnaire nationale et anti-féodale, Lénine démontrait que le rôle dévolu au XIX^{ème} siècle à la démocratie face au féodalisme et aux hésitations du libéralisme bourgeois, tombait en héritage au prolétariat.

C'est pour cette raison que Lénine décrivait ainsi "la tactique fondamentale du prolétariat socialiste dans la révolution bourgeoise : entraîner avec lui la petite bourgeoisie démocratique, en particulier la paysannerie, l'arracher aux libéraux, paralyser la bourgeoisie libérale instable, développer la lutte des masses pour l'antisémitisme complet de tous les vestiges du servage, y compris la propriété seigneuriale" (2).

La Russie était un cas extrême, car c'était le dernier féodalisme d'Europe, et Lénine n'excluait pas que les différentes classes bourgeoises fassent preuve en Orient d'une plus grande initiative historique qu'en Russie. Ce pronostic s'est en partie vérifié, mais de façon contradictoire et tragique, car le prolétariat a été balayé comme facteur historique indépendant par la contre-révolution stalinienne : elle détruisit le parti prolétarien international, fit régresser l'Etat prolétarien russe au rang d'Etat capitaliste ordinaire, et non seulement barra la voie de la révolution communiste au prolétariat des pays capitalistes "avancés", mais encore limita, à la différence de la révolution russe, les bouleversements révolutionnaires du "Tiers monde" à un horizon purement bourgeois.

En règle générale, les bourgeoisies du "Tiers Monde" sont socialement faibles et politiquement inhibées par la peur des classes révolutionnaires que leur amplement inculquée leurs aînées, les bourgeoisies impérialistes ; elles ont su hériter de toute une tradition d'impuissance et de couardise historique, même si le gigantesque massacre des prolétaires et des paysans chinois en 1926-1927 avait écarté les plus grands dangers d'apparition indépendante des masses ouvrières sur la scène historique. C'est donc la petite bourgeoisie et la démocratie petite bourgeoise, même parée des couleurs du socialisme et du communisme, qui ont tenu le haut du pavé dans la lutte révolutionnaire, dans la grande vague d'émancipation anti-impérialiste du second après-guerre, qui partit de l'épicentre chinois, pour s'étendre en Inde et au Moyen-Orient jusqu'en Afrique du Nord, avec des répercussions plus tardives en Afrique Noire et jusqu'en Amérique du Sud, qui, bien qu'investie depuis plus longtemps par le capitalisme et socialement plus transformée par lui, a ainsi donné à l'histoire un regain anti-impérialiste.

(suite p. 13)

(1) Engels, "La question militaire prussienne et le parti ouvrier allemand", 1865, in Marx-Engels, *Œuvres* militaires, Ed. de l'Herne, Paris 1970, p. 490.

(2) Lénine, "Les bolcheviks et la petite bourgeoisie", *Œuvres*, t. XII, p. 179.

La question des libertés politiques

(suite de la p. 12)

La démocratie petite bourgeoise du "Tiers Monde" a lutté dans des conditions historiques qui épuisent, comme nous l'avons montré plus haut, l'énergie révolutionnaire des classes bourgeoises plus vite qu'au siècle dernier, et elle a été poussée à tenir compte du radicalisme des masses plébéiennes des villes et de la paysannerie révolutionnaire, mais elle n'a pu être stimulée par l'apparition d'un mouvement indépendant de classe qui l'aurait entraînée à prendre des mesures plus radicales et à faire des concessions politiques. Surtout elle a appris à combattre et à retarder ce mouvement, avec la collaboration active de la social-démocratie et surtout du stalinisme, créant ainsi un *point de convergence objectif* avec les bourgeoisies impérialistes dont ces courants se sont montrés les agents directs.

Ces caractéristiques des révolutions bourgeoises du XXème siècle expliquent peut-être que les révolutions les plus radicales sont parvenues à assurer une formidable *mobilisation nationale* contre l'impérialisme, sans pour cela avoir eu besoin de concéder aux masses qui ont participé au mouvement, comme c'est le cas en Chine, au Vietnam ou en Algérie, la moindre liberté de mouvement politique.

Or, il s'agit là des meilleurs exemples, à propos desquels il est toutefois nécessaire de rappeler l'incapacité à aborder, comme en Algérie, la question agraire, ou à résoudre, comme au Vietnam, la question des nationalités, sans se livrer pieds et poings liés à l'impérialisme. Dans la majorité des cas, le cycle révolutionnaire de la démocratie petite bourgeoise s'épuise vite, et capitule devant la puissance de l'impérialisme, même pour ce qui est des réactions guérilléristes à cette évolution inéluctable.

C'est qu'en tout état de cause, les vieilles bourgeoisies ne peuvent être pour les jeunes que des modèles tant du point de vue social que politique. Les jeunes bourgeoisies sont contraintes de suivre leurs pas à marche forcée et d'assimiler d'autant plus vite leur expérience qu'elles doivent utiliser pour compenser leur retard et l'étroitesse de leur base économique, les formes les plus modernes de l'organisation capitaliste dans l'industrie et, partant, de l'Etat, comme organe actif et centralisateur de l'économie nationale.

Pour compenser leur peu de poids social face aux larges masses prolétariées entassées par l'impérialisme dans le "Tiers Monde", et à leurs révoltes endémiques, elles doivent également, avant même l'apparition d'une lutte de classe prolétarienne organisée, utiliser les formes les plus modernes de la *domination de classe* et s'habituer ainsi très vite à manier simultanément toutes les formes, non seulement monarchique et républicaine, mais également démocratique et fasciste, dans toute une série de combinaisons monstrueuses entre toutes formes politiques allant des stades de la domination prébourgeoise et semi-coloniale à la phase impérialiste-fasciste, ce qui explique la tendance omniprésente à l'intégration officielle et juridique du syndicat à l'appareil d'Etat et la passion immodérée pour le parti unique, et dans une succession saccadée de situations, où la petite bourgeoisie, tour à tour corrompue par le pouvoir et rejetée dans la rue par les dictatures militaires, de natures et de fonctions diverses, finit à terme par se soumettre complètement aux besoins de la conservation sociale.

Tous ces traits des révolutions bourgeoises modernes expliquent amplement que le prolétariat ait obtenu dans leur cours beaucoup moins de liberté de mouvement que ne lui en avait laissé dans l'Europe du XIXème siècle la lutte entre bourgeoisie et féodalisme, dont il pouvait espérer profiter en soutirant de l'une et de l'autre forces des concessions. C'est d'ailleurs ce qu'il fit en contraignant les vieilles classes à des concessions sociales telles que la réduction du temps de travail ou l'établissement d'une législation sociale, et en condamnant la bourgeoisie à certaines concessions politiques telles que les fameuses libertés de réunion, de presse, d'association, et cela quand, bien entendu, il put "tenir ferme sur ces points dans leur agitation indépendante". Il ne peut plus en revanche s'attendre en

règle générale aujourd'hui à ce que l'impérialisme lui concède des avantages sociaux contre les bourgeoisies locales. Parallèlement, la bourgeoisie est moins contrainte de lui concéder les libertés politiques dont il a besoin pour développer sa lutte contre elle, soit qu'avec la complicité sociale de l'impérialisme elle parvienne à ses fins politiques sans avoir à concéder trop d'armes de lutte à la classe ouvrière, soit qu'à l'instar de ses aînées des pays impérialistes, elle ait déjà appris à lui livrer que comme un cadeau empoisonné, que comme un appât où la classe ouvrière promet, en mordant, d'abandonner toute action indépendante.

C'est en particulier le cas de certains pays où la *manne* de la rente foncière, le plus souvent pétrolière, permet la floraison de toute une gamme de mesures de protection sociale destinées à amortir la lutte sociale comme l'Algérie et même l'Iran. Mais, naturellement, cette possibilité est d'autant plus réduite et limitée dans les jeunes capitalismes que ces derniers ne peuvent généralement pas se payer, contrairement aux pays impérialistes qui bénéficient d'une formidable rente impériale sur le travail de la classe ouvrière et des masses paysannes du monde entier, le luxe de la *corruption sociale et politique* à grande échelle, et ne peuvent non plus entretenir de partis d'opposition stables, s'appuyant sur de puissants syndicats ouvriers et s'acquittant de la tâche de faire accroire au prolétariat, pourvu qu'on leur donne formellement les libertés dites "démocratiques", que la possession et l'usage de ces libertés dans le strict cadre de la loi garantissent progrès continu et les réformes, et valent qu'on renonce à la révolution.

Mais le danger de l'opportunisme ouvrier est encore d'une certaine façon remplacé dans les pays de jeune capitalisme par celui de la *démocratie petite bourgeoise* qui cherche à se prévaloir de son passé anti-impérialiste pour prêcher au prolétariat le compromis avec la bourgeoisie et l'Etat national, et dont le poids social sur le prolétariat est considérablement plus pesant que dans l'Europe du XIXème siècle. Il faut en effet tenir compte du fait qu'à côté de la petite bourgeoisie mercantile traditionnelle, grandissent comme produits du développement capitaliste, des couches intermédiaires entre la bourgeoisie et le prolétariat, couches que la marginalisation économique contribue à hypertrophier et auxquelles le capitalisme tend à donner certains aspects du prolétariat, ce qui les rapproche de la classe ouvrière dans certaines revendications non seulement politiques, mais même économiques. Mais cela leur permet d'introduire, la différence du siècle dernier, leurs propres conceptions petites bourgeoises idéalistes de capitalisme préprolétariat, national et bien huilé et de conciliation des intérêts de classe, *jusque dans les luttes immédiates de défense de la classe ouvrière*. Et ces dernières, de même que les organisations qui naissent sur ce terrain, sont dominées pratiquement jusqu'à aujourd'hui, là où ces organisations ne sont pas soumises statutairement à l'Etat par les différentes nuances de la démocratie petite bourgeoise, qui tend "démocratiquement" à les subordonner aux exigences de l'économie nationale et de l'Etat national, tout comme dans les pays impérialistes, où cette tendance est poussée jusqu'au bout par les syndicats stalinien ou social-démocrates qui y prévalent.

Les événements récents qui secouent l'Iran confirment bien que le prolétariat doit arracher par la force les droits politiques à la bourgeoisie. La puissante vague ouvrière des années soixante-dix s'est heurtée plein fouet à un état d'exception d'une bestialité nouvelle, verrouillé par le système policier de la Savak, réseau ramifié dans les entreprises non seulement des bureaux de sécurité, mais également des syndicats officiels.

Le maigre arsenal de libertés politiques conquis par la classe ouvrière l'a été par *l'insurrection*, tandis que la bourgeoisie et le clergé chiite ont tenté jusqu'au dernier moment d'obtenir une passation du pouvoir en douceur de Bakhtiar à Bazargan. C'est par *l'insurrection*

(suite p. 14)

La question des libertés politiques

(suite de la p. 13)

tion que les prisons ont été ouvertes, les agents de la Savak jetés hors des usines. Naturellement, seule une insurrection poussée jusqu'à la destruction de la machine de l'Etat, ou du moins l'existence d'un parti qui donne à l'insurrection populaire une *unité de mouvement* qui le porte contre les centres vitaux de la machine de l'Etat aurait permis à la classe ouvrière de conquérir un *espace plus grand* pour s'organiser, tandis que la bourgeoisie tentait au maximum d'assurer la continuité du corps des officiers et de la police.

Le peu de liberté de mouvement qu'elle a conquis, la classe ouvrière l'a donc obtenu dans l'insurrection *malgré la bourgeoisie et le clergé*. Il est clair qu'aujourd'hui, elle ne peut la maintenir que contre la bourgeoisie et son Etat. Alors que les comités islamiques lancent une grande offensive contre toute presse indépendante, contre les comités de travailleurs, cet embryon d'organisation de classe auquel ils cherchent à opposer des conseils islamiques, embryon d'un syndicat vertical et officiel, la seule garantie qu'ait aujourd'hui la classe ouvrière de conserver le terrain conquis, réside dans le respect que peut encore imposer la possession d'armes par des groupes de travailleurs et les groupes politiques guerilléristes, qui se nourrissent, au moins pour leur aile gauche, du radicalisme des masses ouvrières et plébéiennes des villes et des campagnes. Choisis pour cette raison comme cible des persécutions de la bourgeoisie, ils n'y répondent cependant, comme c'est le cas du groupe le plus extrême, celui des Fedayin, que par un programme typiquement démocratique petit bourgeois qui pousse malgré tout à un compromis avec l'Etat bourgeois qu'ils s'imaginent pouvoir démocratiser, et ce au moment où ce dernier fourbit ses armes contre les masses exploitées et les minorités nationales opprimées.

L'exemple de l'Amérique latine est particulièrement intéressant parce que la bourgeoisie, plus ancienne qu'en Asie ou en Afrique, présente la synthèse la plus parfaite des tendances des bourgeoisies des pays jeunes et de celles des pays de vieux capitalisme.

On trouve le régime de parti unique et de syndicat d'Etat, comme c'est le cas au Mexique, à côté de la démocratie populiste de l'Argentine des années 1945-1955 ou du Brésil de Vargas et Goulart. Cette dernière repose sur un syndicalisme intégré et la répression impitoyable de toute velléité d'indépendance du mouvement ouvrier. On trouve également à côté de situation de répression féroce de tout mouvement syndical avec des traditions de classe comme en Bolivie, Pérou, des régimes militaires (Pérou, Brésil) qui ouvrent de plus en plus la voie à des démocraties basées sur l'"intégration volontaire" du mouvement ouvrier dans les filets de la conservation sociale grâce à l'oeuvre convergente de la social-démocratie internationale, du stalinisme dans ses multiples versions et les nombreux courants "populistes" petits bourgeois, comme on l'a vu dans l'Argentine des années 1973-1976 et dans le Chili de l'Unité Populaire. L'actuelle démocratisation brésilienne, avec le retour des Prestes, Brizolas et Arraes, est un indice de la *maturité* historique de la démocratie latino-américaine moderne, qui ne reconnaît de "libertés politiques" qu'aux agents de la collaboration des classes.

Un autre exemple récent illustre bien la manière dont la bourgeoisie comprend les libertés dont le prolétariat a besoin pour sa lutte. La bourgeoisie tunisienne s'est bien gardé de laisser à la classe ouvrière naître la possibilité juridique d'une presse indépendante ou la liberté de réunion. Elle n'a *toléré* un mouvement syndical que dans la mesure où il n'était pas autonome par rapport à elle, où il se trouvait, dans la foulée de la lutte d'indépendance et en l'absence même du moindre embryon de parti indépendant, *naturellement* porté à collaborer avec le gouvernement.

Tout a changé lorsque ces dernières années, la classe ouvrière a commencé à se mettre en mouvement sur des revendications qui n'attendaient pas la bénédiction du parti gouvernemental, lorsque dans un cours irrésis-

tible auquel les luttes de l'année 1977 ont donné un puissant élan, les prolétaires éliminaient progressivement tous les délégués officiels d'abord locaux puis même régionaux pour les remplacer par des représentants sensibles à leurs exigences et souvent issus de leurs rangs, cela dit sans préjuger de l'idéologie du mouvement, naturellement en retard sur sa marche réelle et encore tout à fait hybride.

On a alors assisté, selon la méthode "européenne" et grand capitaliste à une tentative de dédoublement démocratique de la bourgeoisie : les dirigeants traditionnels du syndicat, vétérans du parti unique comme Habib Achour rompant officiellement avec ce dernier pour tenter de prendre la tête du puissant mouvement qui grandissait dans le but à peine voilé de le contrôler pour chercher à stériliser son sens subversif et révolutionnaire et non sans l'arrière pensée de prendre appui sur lui pour faire valoir des intérêts de boutique bourgeois.

Toujours est-il que les hésitations entre ces deux objectifs difficiles à concilier a rendu H. Achour tout à fait incapable de faire valoir vis-à-vis de l'Etat sa propre politique, mais a suffisamment paralysé en revanche le mouvement social jeté *sans préparation* dans un affrontement avec l'Etat pour qu'il reçoive un coup terrible.

D'un autre côté, la férocité de la riposte du gouvernement qui s'est à l'occasion carrément jeté dans les bras de l'impérialisme français, ne vient pas seulement de l'opposition commune des gouvernements tunisien et français à la politique internationale de Habib Achour et de ses amis, elle vient surtout de l'appréciation de leur incapacité à tenir longtemps par le mensonge démocratique un mouvement qui pourtant ne s'est pas encore détaché d'eux, grâce notamment au zèle de toute une myriade de groupes d'"extrême-gauche" qui font de la "nation" et de la "démocratie" des principes au-dessus des classes qui justifieraient tous les compromis, non seulement avec la morale, mais même avec... la police.

On s'est donc trouvé ici, pour ce qui concerne notre sujet, *toutes proportions gardées*, dans une situation comparable à celle où se trouvait le mouvement ouvrier en Allemagne en 1865, auquel Bismarck avait accordé le droit de coalition. Voici ce qu'écrivait Engels :

"C'est là que gît le lièvre ! Le gouvernement sait que le mouvement ouvrier actuel en Allemagne est simplement toléré, et ne se développe que tant qu'il plaît au gouvernement (...). Dès l'instant où ce mouvement fera des ouvriers une puissance autonome et dangereuse pour le gouvernement, ce sera fini. Puisse la manière dont la propagande est interdite aux progressistes dans la presse, les associations et les réunions, servir d'avertissement aux ouvriers !" (3).

Le parallèle de l'attitude gouvernementale n'est-il pas frappant ? Et pourtant, dans l'Allemagne de 1865, l'Etat avait encore un caractère absolutiste, et cherchait à opérer une transformation bourgeoise par en haut et à maintenir autant que possible les privilèges féodaux, tandis que la masse de la moyenne et de la petite bourgeoisie opprimée ainsi que le prolétariat devaient lutter contre lui. En Tunisie, au contraire, l'Etat est parfaitement bourgeois, avec des formes bien plus modernes que dans nombre d'autres pays du "Tiers Monde" ; la bourgeoisie y participe au pouvoir, même si c'est en rapport étroit avec l'impérialisme ; et si aujourd'hui l'opposition bourgeoise et petite bourgeoise se dispute avec le gouvernement auquel elle a participé, elle est parfaitement consciente qu'il faut renforcer davantage encore l'Etat contre le danger d'une révolte ouvrière, et se réparti à la perfection les tâches dans ce domaine, face à une classe ouvrière qui a commencé à se mettre en mouvement, entraînant derrière elle les masses prolétariées des villes et des campagnes ainsi que l'aile la plus radicale de la petite bourgeoisie, et à la naissan-

(suite p. 15)

(3) Engels, "La question militaire prussienne..." , op. cit., p. 487.

La question des libertés politiques

(suite de la p. 14)

ce d'une profusion de petits groupes extrémistes qui reflètent cette tendance, mais qui se révèlent incapables de dépasser le *vieux programme* anti-impérialiste, tourné vers le passé et toujours plus inadapté aux besoins pressants des masses mises en mouvement et, à plus forte raison, à contre-sens de leurs besoins historiques.

Une première conséquence découle de la différence de l'alignement des forces d'un siècle à l'autre : si au siècle dernier l'abandon par la bourgeoisie de l'"agitation en faveur des libertés bourgeoises" était considéré à bon droit par le marxisme comme un "cas extrême", il est pratiquement devenu aujourd'hui le cas général, même dans la phase révolutionnaire anti-coloniale où c'est la petite bourgeoisie qui, la plupart du temps, a avancé ces revendications.

Du point de vue de la tactique révolutionnaire, il n'est pas inconcevable que le prolétariat puisse encore utiliser, du moins dans les aires où sévit une situation de type colonial ou semi-colonial, une tactique semblable à celle du siècle dernier, bien qu'avec une certaine différence. Ce n'est pas tant en effet la bourgeoisie libérale que la petite bourgeoisie démocratique, elle-même de plus en plus timorée et "girondine" qu'il s'agit de "pousser en avant contre sa volonté, pour la forcer, autant que possible" à étendre les fameuses libertés aux larges masses. Mais ce résultat ne peut être obtenu, en tout état de cause, qu'en combattant avec énergie l'idée que ce courant pourrait automatiquement concéder aux masses exploitées ces libertés du seul fait des exigences de la lutte anti-impérialiste. Nous pouvons même ajouter que la reprise internationale de la lutte prolétarienne tendra vraisemblablement à faire surgir dans ces aires, comme dans la Russie du début du siècle, des noyaux du parti prolétarien qui y naîtront de la lutte des combattants d'avant-garde pour ces objectifs immédiats.

La tactique révolutionnaire se présente différemment dans la vaste gamme de situations qu'offrent les combinaisons variées d'alliance entre l'impérialisme et les différentes fractions et nuances de la bourgeoisie locale, qui vont de la lutte plus ou moins ouverte entre elles jusqu'à leur unification à travers le jeu gouvernemental et leur participation commune à l'agencement d'Etat. Dans cette gamme étendue de situations, étant donné l'épuisement rapide des potentialités de la démocratie petite bourgeoise et le danger qu'elle représente comme amortisseur de la lutte du prolétariat et des masses exploitées, le prolétariat doit prendre au sérieux, surtout lorsqu'est en train de mûrir une vague sociale et avant qu'elle n'éclate, l'hypothèse que l'Etat lui concède, au moins dans un premier temps, quelques faux semblants de libertés réclamées, en misant sur la démocratie pour les vider de tout contenu et les rendre inutilisables et quitte à les reprendre à la première alerte.

"Le gouvernement actuel, en Prusse, disait Engels en 1865 - mais il est clair qu'il en est ainsi aujourd'hui de ce point de vue pour les gouvernements bourgeois - n'est pas assez simplet pour se couper la tête lui-même. Et si la réaction en venait à jeter en appât quelques semblants de concessions au prolétariat allemand, il faut espérer que celui-ci saura répondre par les fières paroles de la vieille chanson de Hildebrand : 'C'est avec l'épée qu'il faut recevoir les présents, pointe contre pointe'" (4).

Le pire serait en effet d'en remercier l'adversaire et de lui promettre la "paix sociale" en échange de ce cadeau empoisonné, ce qui est pourtant exactement la politique de la social-démocratie et du stalinisme depuis bien longtemps (5).

La tactique prolétarienne doit s'accompagner, pour tenir compte de l'alignement différent des classes d'un siècle à l'autre et du danger plus grand que représentent les mensonges conciliateurs de la démocratie petite bourgeoise, d'une agitation politique qui n'a pas seulement à avancer en toute hypothèse les revendications des libertés politiques de façon parfaitement indépendante, mais qui doit également, à notre avis, relier directement et explicitement, ce qui ne pouvait être complètement le cas

dans le passé, le besoin des libertés de presse, de réunion, d'association aux nécessités de la lutte prolétarienne et des autres classes qui peuvent encore jouer un rôle historique progressif, c'est - à - dire avant tout la paysannerie pauvre.

Il est possible d'ajouter que si les divers épisodes révolutionnaires qui jalonnent le cycle historique des révolutions bourgeoises et anti-impérialistes doivent être l'occasion pour la classe ouvrière de conquérir le maximum d'espace politique pour sa lutte finale contre le capitalisme, l'agitation pour ces revendications des libertés politiques, que la dictature du prolétariat réalisera pleinement pour la classe ouvrière - alors qu'elle privera la bourgeoisie de tous droits - , gagne le maximum de clarté et de force dès que la classe ouvrière reste sur la scène de l'histoire comme la seule classe fondamentale révolutionnaire et que, par conséquent, les conditions historiques permettent que la lutte pour ces dernières soit reliée non à la victoire de la révolution "en général", mais bien de la révolution prolétarienne.

Au siècle dernier, on qualifiait de telles revendications - et bien d'autres encore - de "démocratiques" justement du fait que la bourgeoisie devait les avancer et qu'elles étaient communes à plusieurs classes. On n'oubliait pas non plus d'ajouter qu'elles étaient "bourgeoises" du fait qu'elles étaient pour le prolétariat le fruit en quelque sorte naturel de la révolution bourgeoise, même si elles n'avaient de sens pour le prolétariat que dans la

(suite p. 17)

(4) Id., *ibid.*, p. 487.

(5) La tendance profonde de la phase impérialiste est de contrôler au maximum la classe ouvrière, talon d'Achille de tout l'ordre social. Dans le premier après-guerre, le fascisme et le nazisme le firent en violant formellement la législation démocratique et en privant juridiquement la classe ouvrière des fameuses libertés de presse, de réunion et d'association, ce à quoi l'opportunisme ouvrier réagit en empêchant la classe ouvrière d'en user et même, parfois, en aidant l'Etat à les limiter légalement. C'est la raison pour laquelle le Parti Communiste d'Italie mettait dans les revendications partielles et contingentes en 1922, la défense de ces libertés : "Ces revendications, que le Parti Communiste avancera comme objectifs d'une action du prolétariat tout entier, peuvent être de nature économique strictement syndicale (...); elles peuvent enfin concerner la politique de l'Etat, comme le droit d'organisation, le droit de grève, etc. Toutes ces revendications sont admissibles et peuvent être encadrées dans la lutte du Parti Communiste, à la condition qu'elles soient présentées comme un objectif d'atteindre par la lutte et l'action directe des masses, qui doivent forcer aussi bien les partis bourgeois que leurs propres chefs sociaux-démocrates à tenir les promesses" ("Projet de programme d'action du Parti Communiste d'Italie présenté au IVème Congrès de l'Internationale Communiste", 1922, in *Programme Communiste*, n° 67).

La tendance à la limitation volontaire des libertés intéressant la classe ouvrière a été poussée à fond par la démocratie du second après-guerre, politiquement héritière du nazisme militairement vaincu : par tout la social-démocratie et le stalinisme favorisent les efforts de l'Etat pour limiter explicitement les droits de presse, de réunion, d'association et de grève aux seules situations où ils ne gênent ni l'économie nationale ni l'Etat, et pour permettre le passage le plus rapide à l'état d'exception légal à la moindre menace de trouble de l'ordre public, aidant parallèlement la machine militaire et policière de l'Etat à se renforcer monstrueusement sous prétexte de "défense nationale" et de "sécurité". Il est donc parfaitement clair que la classe ouvrière tomberait dans le pire piège si elle se réfugiait derrière l'invocation du "droit en général" ou de la démocratie pour défendre sa liberté de mouvement politique, et si elle pensait le faire en s'appuyant sur les forces de la démocratie impérialiste, dont l'opportunisme ouvrier est le pilier central.

Les Fedayins, les revendications immédiates et la question agraire

La critique du groupe des Fedayin (Fedayin Khaliq ou Fedayin du Peuple, plus exactement l'Organisation des Guérilleros Fedayin du Peuple Iranien, ou encore OGFPI) nous paraît d'autant plus utile que ce groupe avance des revendications intéressant le prolétariat et surtout appelle à "poursuivre la révolution", les armes à la main le cas échéant.

Nous publions parallèlement dans notre revue théorique internationale une critique du programme des Fedayin touchant les grandes questions de principe, leur attitude vis-à-vis de l'Etat, ainsi que les questions de l'interprétation historique de l'explosion sociale qui secoue l'Iran (1). Nous nous limiterons ici à considérer l'attitude des Fedayin face aux revendications immédiates des masses en mouvement.

Nous disposons malheureusement de peu de documents, mais ils donnent cependant une idée de l'orientation de ce parti. Son "Projet minimum" (2) contient des revendications théoriquement communes à toutes les classes, comme l'abolition des privilèges de la Cour et de l'impérialisme, les revendications des libertés politiques (réunion, manifestation, association, presse, l'abolition des discriminations liées au sexe, à la nationalité et à la religion, toutes revendications qui pour être "démocratiques", c'est-à-dire interclassistes, intéressent particulièrement la classe ouvrière et à la satisfaction desquelles est liée sa liberté de mouvement et le renforcement de ses rangs.

Mais si ce document avance des revendications concernant l'ensemble des couches populaires, un seul paragraphe en revanche concerne les revendications spécifiquement ouvrières : le projet se prononce pour "l'annulation de toutes les lois anti-ouvrières et anti-démocratiques, la dissolution de toutes les organisations falsifiées et anti-ouvrières, (la reconnaissance officielle des) véritables conseils ouvriers" (3). Il est clair que ces revendications sont d'un grand intérêt pour la classe ouvrière, mais le prolétariat a d'autres revendications immédiates notamment économiques.

On peut rappeler que le "Programme minimum" du Parti bolchévique, qui s'affirmait d'emblée parti ouvrier correspondait, comme le déclarait Lénine, à celui d'une révolution anti-féodale et bourgeoise, et non encore économiquement socialiste, même si le prolétariat, en prenant la tête, devait en faire une révolution prolétarienne ayant des caractères politiques authentiquement communistes ; cependant, le bon tiers des revendications concerne les revendications économiques et, en premier lieu, "la limitation de la journée de travail à huit heures pour les ouvriers salariés" (4).

Le peu d'importance accordée dans le "Projet minimum" aux revendications spécifiquement ou-

vrières est donc un bon indice du caractère démocratique, populaire et non prolétarien du programme des Fedayin.

Ceci est entièrement confirmé par la partie agraire du "Projet minimum". Ce dernier revendique d'abord "l'annulation des dettes et des engagements monétaires des ouvriers, des paysans, des artisans et des employés aux banques et aux établissements gouvernementaux" (5). Il affirme également : "Les sociétés anonymes d'agriculture, les sociétés agro-industrielles et autres établissements comparables doivent être confiés tout de suite à leurs employés et aux paysans. Les terres qui ont été usurpées par le régime du Chah doivent être sans condition retournées aux paysans. Nous voulons une véritable Réforme Agraire démocratique" (6).

Passons sur la gestion des sociétés par les employés et les paysans, qui est dans la conception marxiste une mesure transitoire utile vers la centralisation de l'économie par l'Etat prolétarien, mais qui se révèle être un mensonge et un piège tant que l'Etat reste bourgeois. La "suppression des dettes et engagements" est une revendication du plus haut intérêt étant donné que la fameuse "révolution blanche" a "débarrassé" les paysans des féodaux en faisant payer aux paysans la propriété de la terre qu'ils avaient toujours cultivée, au point qu'une bonne partie des familles paysannes est encore au moins pour deux ans contrainte à de substantielles redevances envers l'Etat. Quant à la "récupération des terres usurpées", même si cette revendication correspond à une tendance réelle de la paysannerie et à une indéniable portée révolutionnaire, elle paraîtra bien insuffisante au prolétariat : en effet, selon les statistiques officielles de 1960, c'est-à-dire à la veille de la réforme agraire, 26,3% des familles exploitantes possédaient moins de 1 ha (493 000 exactement sur 1 877 000) et 65, 2% moins de 5 ha (soit 1 223 000 familles) ; si l'on ajoute à cela, hormis un million de salariés agricoles permanents, une

masse flottante d'un bon million de paysans sans terre, tour à tour happés et rejetés sur le marché du travail agricole et l'industrie du bâtiment dans les villes, mais que la crise a dû faire refluer en bonne partie vers les campagnes, on voit que la masse de la population paysanne et semi-paysanne, le semi-prolétariat et la paysannerie pauvre ne sont pas aussi essentiellement touchés par une telle revendication que ne le sont la paysannerie moyenne et surtout riche, même si les maigres terres de nombreuses familles pauvres ont été incorporées de force dans le secteur coopératif ou de l'agriculture d'Etat depuis 1974

La revendication centrale du parti prolétarien en matière agraire est celle de la nationalisation de la terre. Cette revendication n'est nullement socialiste en elle-même, elle est parfaitement compatible avec le capitalisme, mais elle représente la revendication anti-féodale la plus radicale du point de vue bourgeois. Il est d'ailleurs certain que dans l'Iran d'aujourd'hui, seule cette nationalisation permettrait d'en finir avec les restes féodaux là où ils existent encore et d'exalter l'énergie révolutionnaire des masses paysannes pauvres et des paysans sans terre qui, s'ils sont abandonnés à leur triste sort, pourraient fort bien voir leurs énergies canalisées et volatilisées dans des conflits purement nationaux et religieux.

Cet "oubli" des intérêts des larges masses paysannes, ou plus exactement, leur subordination à ceux de la "paysannerie en général" qui n'est rien d'autre que la paysannerie riche, apparaît clairement dans le passage suivant : "Pour empêcher et compenser la misère des paysans, il faut effectuer des démarches urgentes pour soutenir les produits agricoles intérieurs et empêcher l'importation des produits semblables" (7).

C'est un fait que la politique agraire de l'ancien régi-

(suite p. 17)

Les Fedayins, les revendications immédiates et la question agraire

(suite de la p. 16)

me depuis 1974 a consisté à importer massivement le blé afin de maintenir un approvisionnement à bon marché de la masse des salariés, ce qui a eu pour effet de projeter dans la gêne une bonne partie de la paysannerie riche et moyenne qui avait été au départ la véritable bénéficiaire de la "révolution blanche" dans les campagnes (8). Sans doute ne peut-on pas empêcher dans une situation aussi catastrophique un gouvernement, quel qu'il soit, de limiter les importations, au moins afin d'éviter une débâcle économique totale. Il est clair cependant qu'une telle mesure ne toucherait que de façon incidente la paysannerie pauvre et les paysans sans terre qui n'ont, eux, que peu ou pratiquement rien à vendre sur le marché et que, si elle a pour effet immédiat de diminuer le pouvoir d'achat des salaires ouvriers, cette mesure ne saurait préserver les masses paysannes pauvres et sans terre de la ruine et de la misère, absolument inévitables sur le terrain du capitaliste. Jamais le prolétariat ne pourra donc faire une telle promesse au paysan : tout au plus pourra-t-il lui promettre qu'un gouvernement prolétarien mettra tout en œuvre pour lui éviter au maximum la misère et les souffrances provoquées par le passage de la vieille agriculture à la nouvelle et par son déplacement vers l'industrie.

C'est bien une caractéristi-

que du démocratisation et du socialisme petit-bourgeois que d'insister sur les revendications communes à toutes les classes et notamment à la petite bourgeoisie et au prolétariat et de les mettre en avant, comme l'a magistralement démontré Engels (9), au détriment des revendications spécifiquement ouvrières. Le prolétariat ne nie pas pour sa part que certaines revendications soient communes à plusieurs classes, mais il met d'abord en avant les revendications propres au prolétariat et, ensuite seulement, avance les revendications qui touchent plusieurs classes, et cela, il le fait non pas du point de vue "du peuple en général" - qui est celui de la petite bourgeoisie - mais de son point de vue de classe.

En ce qui concerne la paysannerie que le prolétariat ne confond nullement avec la petite bourgeoisie urbaine, à laquelle il donne d'autres potentialités historiques non seulement dans la lutte contre l'ancien régime, mais même dans la lutte contre l'Etat bourgeois, il s'intéresse avant tout, pour ne pas parler du prolétariat agricole qu'il considère naturellement comme faisant partie de sa classe, à la masse des paysans pauvres et sans terre, c'est-à-dire au semi-prolétariat rural.

Ces considérations suffisent pour démontrer que le programme des Fedayin se place d'un point de vue diamétralement opposé :

il prétend mettre en avant les intérêts du "peuple", mais ce dernier est divisé en classes et il ne fait qu'idéaliser l'intérêt du petit-bourgeois au détriment des masses ouvrières, plébiennes et paysannes pauvres.

- (1) "Le programme des "Fedayin" iraniens, ou les limites du démocratisation", Programme Communiste, n° 81.
- (2) Projet minimum, du 14/2/79.
- (3) Projet minimum, point 5 - e *ibid.*, p. 6.
- (4) Lénine, "Projet de programme du parti ouvrier social-démocrate de Russie", 1902, Œuvres, t. 6, p. 24. Pas une revendication économique dans le programme des Fedayin, alors que la proportion des salariés de l'agriculture et de l'industrie dans la population totale est 6 à 7 fois plus grande dans l'Iran de 1979 que dans la Russie de 1902 !
- (5) Projet minimum, point 5 - f, *ibid.*, p. 6.
- (6) Projet minimum, point 5 - g, *ibid.*, p. 6.
- (7) Projet minimum, point 5 - h *ibid.*, p. 6.
- (8) La fameuse loi de 1974 sur les "pôles de développement ruraux" prévoit la liquidation des exploitations de .. moins de 20 ha !
- (9) Voir Engels, La question du logement, 1972, Ed. Sociales, Paris 1957, et notamment les pages 87-89.

La question des libertés politiques

(suite de la p. 15)

perspective non pas d'une vie éternelle dans la société bourgeoise, mais de la conquête révolutionnaire du pouvoir et de l'instauration de sa dictature de classe.

Ce n'est pas un mystère si les termes de "démocratie" et de "démocratique" perdent de plus en plus, même dans les pays de jeune capitalisme, le goût de "poudre" qu'ils avaient au siècle dernier pour être toujours davantage chargés de l'insipide et infâme contenu pacifiste et stérile que lui donnent les vieilles bourgeoisies impérialistes. Si du point de vue de la lutte contre l'Etat, ces termes se réduisent à l'évocation d'une vague idée purement juridique, à un prétendu "droit" que le pouvoir économique du capital comme le gonflement toujours plus démesuré de la machine militaire, policière, judiciaire et bureaucratique se chargent de vider de toute réalité, ils se remplissent en même temps du contenu de collaboration des classes qu'y mettent les forces prenant prétexte de leur acquisition pour en appeler à la paix sociale et au statu quo politique.

La propagande prolétarienne a donc tout à gagner en cessant, comme l'a fait la Gauche communiste depuis longtemps, de qualifier de "démocratiques" ces revendications, même si elles intéressent d'autres classes comme la paysannerie pauvre, afin de mieux contrer le piège des concessions fallacieuses de la bourgeoisie et afin de mieux faire ressortir qu'elles ne peuvent s'obtenir sur le terrain entièrement faux et miné du droit, mais sur le seul terrain fécond que l'histoire connaisse, celui de la force dirigée contre l'Etat en place.

De plus, le fait qu'elles ne sont pas aujourd'hui un résultat général et régulier de la révolution bourgeoise, mais uniquement celui d'une lutte décidée non seulement contre l'impérialisme, mais également contre la bourgeoisie nationale et la démocratie petite bourgeoise, ainsi que le fait que ces revendications, dans la mesure où elles ont un contenu de classe réel, sont toujours plus directement liées à la révolution prolétarienne, doit nous conduire, là aussi pour donner plus de tranchant à la propagande, à leur refuser le qualificatif de "bourgeoises" avec le qualificatif jumeau de "démocratiques" que nous pouvons laisser aux mesures trompeuses que prend la bourgeoisie pour tenter d'endiguer la lutte prolétarienne.

La reprise internationale de la lutte de classe que notre parti escompte et pour laquelle il combat devra, après la tragique parenthèse de la contre-révolution stalinienne, prouver dans les actes que la classe ouvrière est désormais, non seulement dans les aires de vieux capitalisme mais encore dans celles où le cycle national anti-impérialiste s'épuise, la seule classe ascendante de l'histoire, et devra concrétiser cette perspective grandiose de la liaison pratique entre les revendications immédiates de la classe et la marche vers la dictature du prolétariat, que les conditions historiques permettent désormais d'envisager pour tous les continents.

Soutenez la presse du parti ! souscrivez !

Au Nicaragua, le sandinisme à l'œuvre

La "révolution sandiniste" a finalement triomphé ! Somoza a quitté le pouvoir, qui a été assumé par un gouvernement de reconstruction nationale auquel le FSLN participe en force, occupant des postes clés et dominant ses alliés bourgeois. Cette prédominance, qui fait exulter l'imbécillité gauchiste, n'est en fait, paradoxalement, que le couronnement de la honteuse soumission du FSLN à l'ultra-contre-révolutionnaire opposition bourgeoise.

Cette tendance saute aux yeux dès lors qu'on compare les théorisations guérilléristes idéalisées sur les hauteurs de la montagne tropicale avant que la crise sociale n'explode, avec les positions que le sandinisme prend peu à peu après l'explosion.

Le programme du FSLN de 1969 (1) définissait ainsi l'objectif de l'organisation : "Le FSLN est une organisation politico-militaire dont l'objectif est la prise du pouvoir politique au moyen de la destruction de l'appareil bureaucratique et militaire de la dictature grâce à l'établissement d'un gouvernement révolutionnaire fondé sur l'alliance ouvriers-paysans et le concours de toutes les forces anti-impérialistes du pays".

Par contre, en 1977, quand commençait une nouvelle et puissante vague sociale, le FSLN va ouvrir une "nouvelle période" dans son activité. C'est ainsi que la lutte anti-impérialiste et anti-oligarchique fondée sur l'alliance ouvriers-paysans d'hier est laissée de côté et remplacée par la lutte anti-Somoza, qui n'est plus, désormais, fondée sur des classes bien définies, mais sur l'alliance avec tous les "antisomozistes".

En 1978 paraît un programme intitulé "Pourquoi le Front Sandiniste lutte-t-il à côté du Peuple ?". L'introduction de ce programme confirme l'abandon de la formulation "révolutionnaire" de 1969 en ce qui concerne les objectifs, qui sont réduits au banal antisomozisme exprimé dans le texte déjà cité. La formule employée est maintenant : "Porter au pouvoir un GOUVERNEMENT DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE" (les majuscules sont dans le texte) et non plus "La prise révolutionnaire du pouvoir politique par le FSLN" comme en 1969.

Loin d'utiliser son organisation et l'encadrement des masses pour détruire, ne disons pas le capitalisme (ce que nous ne lui demandons pas) mais même les vieux restes semi-coloniaux dont le somozisme n'est qu'une expression parmi d'autres, le sandinisme les a utilisés, contrairement à ce que la presse - même d'extrême-gauche - a voulu démontrer, comme un moyen de pression dans les négociations, pour forcer l'impérialisme américain à accepter la participation du FSLN à la "solution négociée" de la "crise nicaraguayenne".

L'action des sandinistes à Managua fait apparaître cette stratégie

"de négociation" et montre combien elle est catastrophique pour les masses travailleuses.

L'"offensive sandiniste" est lancée au mois de mai. Un mois après, Managua, qui avait été laissée au second plan par les sandinistes, se soulève. La violence de l'explosion peut être mesurée à la rapidité de l'avancée du front de combat : le 13/6, on combattait à moins de 1 000 mètres du bunker de Somoza ; le 14, la moitié de Managua était hors du contrôle du gouvernement somoziste. Et c'est là que la stratégie sandiniste montre son visage infâme.

Au moment même où le centre névralgique de l'appareil d'Etat somoziste (l'esplanade où se trouvent le bunker, la caserne de la meilleure troupe de la Garde Nationale, l'Ecole d'infanterie, la piste d'atterrissage des hélicoptères de la Garde Nationale, sans parler des centres administratifs) se trouvait à portée de fusil, les troupes somozistes paraissant "épuisées" (selon *Le Monde* du 13/6) le FSLN qui n'avait pas encore engagé toutes ses forces, freine l'offensive déclenchée spontanément, se replie et enferme les masses dans les faubourgs. Si ils avaient été vraiment révolutionnaires, les sandinistes auraient profité de ce moment favorable pour écraser Somoza.

Le soulèvement de Managua ne rentrait pas dans les plans initiaux des sandinistes : pour eux, il s'est produit "trop tôt" ! Voici ce que déclarait dans *El País* du 28/4/79 Humberto Ortega, aujourd'hui commandant en chef de l'armée sandiniste : "Il va être très difficile de freiner le peuple (1), qui est déjà très radioactivé... La seule force capable d'éviter le chaos au Nicaragua et l'instabilité dans la région est le FSLN".

Le FSLN prétendait d'abord conquérir le contrôle des principales villes de province afin de forcer l'impérialisme américain à le reconnaître, et ensuite, une fois qu'il aurait réussi à contrôler plus de "positions" que le gouvernement de Somoza lui-même, forcer ce même impérialisme à l'accepter au pouvoir en faisant pour cela toutes les concessions nécessaires.

Il s'agit donc de négocier la prise du pouvoir. Mais comme les déclarations programmatiques ne suffisent pas à l'impérialisme américain, le FSLN de vait prouver dans les faits que : 1) il n'avait pas la moindre intention de "faire la révolution" (comme il le jurait à tout moment en garantissant que le Nicaragua ne serait pas un nouveau Cuba) ; 2) il était capable de contrôler les masses ; 3) il était capable de ... gouverner.

Pour le troisième point, le FSLN s'efforçait, à peine une ville était-elle libérée, de créer un appareil d'administration locale (et il l'a fait jusque dans les faubourgs de Managua), l'action militaire passant alors au second plan. Quant aux deux premiers, les

faits de Managua en offrent une preuve très convaincante.

La véritable révolution dont ont besoin les masses prolétariennes et semi-prolétariennes au Nicaragua comme dans toute l'Amérique latine, reste en core à faire. C'est la révolution prolétarienne : elle ne niera nullement le besoin de la liquidation des rapports agraires et semi-coloniaux archaïques, qui multiplient encore la souffrance des masses exploitées provoquée par le développement capitaliste général et encore renforcée par l'étroussure des petits pays et la marginalisation économique, mais les utilisera comme levier.

Elle ne négociera pas avec l'Etat et son maître l'impérialisme la prise du pouvoir à son sommet : elle devra le détruire pour constituer un bastion de la lutte continentale contre les classes dominantes et l'impérialisme yankee. Elle ne pourra être menée dans un quelconque front avec la démocratie petite-bourgeoise dont l'expression la plus radicale est précisément le guérillérisme à la FSLN, et qui démontre dans les faits sa fonction qui consiste à dilapider l'énergie révolutionnaire des masses dans un vil réformisme : elle ne pourra vaincre que sous la direction du parti communiste mondial, que les prolétaires de tous les continents ont pour tâche urgente de construire sur le programme invariant du communisme révolutionnaire.

(1) Documents du FSLN, publiés en janvier 1973 par le Centre d'Information Tiers Monde, Louvain, Belgique.

Délices

du « socialisme » cubain

Il n'y a pas que dans les pays capitalistes occidentaux que la bourgeoisie, pour faire face à la crise, lance une offensive sur toute la ligne contre les conditions de travail de la classe ouvrière afin d'augmenter la productivité. Dans cette perle du « socialisme », qu'est Cuba, serrer la vis au prolétariat est aussi à l'ordre du jour. C'est ce qu'a annoncé, dans son discours du 8 juillet, Fidel Castro lui-même en préconisant l'adoption à Cuba des « moyens pour imposer une discipline du travail comparable à celle qui est en vigueur dans les pays capitalistes » (*Le Monde* du 10-7-79). Cela signifie que le capitalisme cubain fera savourer à ses prolétaires ces délices que sont l'accélération des cadences, la guerre contre l'absentéisme, l'accroissement du despotisme d'usine, en un mot, l'augmentation de l'oppression qu'ils ont toujours subie.

Le socialisme cubain ? Un capitalisme comme les autres !

PROGRAMME COMMUNISTE N° 81

- Souviens-toi des deux guerres impérialistes
- Les revendications « transitoires » dans la tactique communiste (2)
- L'Afrique, proie de l'impérialisme :
- 4. La mainmise sur les matières premières
- Le programme des « Fedayin » iraniens, ou les limites du démocratisme
- Marcuse, prophète du bon vieux temps.

AGITATION ETUDIANTE ET LYCENNE EN ALGERIE

Fin novembre, les 3000 étudiants arabisés de Ben Aknoun suivis par ceux de l'ISPI ont déclenché une grève illimitée pour protester contre les discriminations dont ils sont victimes en matière d'études et de débouchés. Ils revendiquaient des emplois ainsi que l'arabisation de l'administration algérienne.

Au fil des jours, le mouvement s'est endurci. Des manifestations et des meetings regroupant plusieurs centaines d'étudiants ont eu lieu à Alger. Malgré l'intervention des forces de l'ordre pour canaliser et disperser les manifestants, le mouvement s'est étendu à Oran, Constantine et Annaba.

Les autorités ont surtout craint que cette agitation ne débouche à la faveur des événements qui secouent l'Iran sur des manifestations anti-américaines. En effet, début décembre à Oran, un cortège s'est dirigé vers le consulat des Etats-Unis. Il a été stoppé puis dispersé par la police. A Alger, les autorités ont pris les précautions nécessaires pour protéger l'ambassade américaine.

L'UNJA dans laquelle travaillent les staliniens du PAGS a évidemment condamné le mouvement de grève sous prétexte de le mettre "à l'abri des éléments réactionnaires et des ennemis de la révolution". A El-Harrach, des affrontements ayant fait plusieurs blessés ont eu lieu entre militants de l'UNJA et étudiants grévistes.

Par ailleurs, les lycées ont été le théâtre d'une grande agitation. Les lycéens protestaient contre les mesures sélectives qui rétablissaient certaines matières au Bac alors qu'ils en étaient jusque-là dispensés. Des milliers de lycéens ont ainsi arrêté les cours. Le mouvement qui a pu s'étendre assez vite à la banlieue d'Alger a pris une telle ampleur que le ministre de l'éducation s'est vu obligé de déclarer qu'aucune épreuve nouvelle ne serait introduite au bac en 1980 du moins...

Il est clair que les communistes révolutionnaires ne peuvent rester indifférents en ce qui concerne ces mouvements d'autant plus que les problèmes soulevés ne servent en général que de détonateur en ce sens que le mouvement lui-même renvoie à des contradictions sociales beaucoup plus profondes. C'est ainsi que même un journal bourgeois comme *Le Monde* peut écrire: " Ces manifestations constituaient vraisemblablement l'expression d'un "ras-le-bol" général, les rumeurs concernant le baccalauréat jouant seulement le rôle de détonateur" (12/12/79)

Cela dit, nous ne pouvons pas nous solidariser avec les orientations qui ont prévalu tout au long du mouvement surtout quand on sait par exemple que nombreux sont les grévistes arabisés qui n'hésitaient pas à se situer explicitement "dans le cadre du FLN" et des "orientations officiellement affirmées".

Les étudiants qui comprennent que les contradictions qui fondent leur misère sont indissolublement liées à la survie du système capitaliste doivent rejoindre la lutte de classe du prolétariat dont les intérêts s'opposent de manière irréductible à ceux de la bourgeoisie.

Le groupement politique des étudiants doit nécessairement refléter le groupement politique de la société toute entière, et le devoir de tout socialiste est de tendre à une délimitation aussi consciente et aussi conséquente que possible des groupes politiquement hétérogènes (...). Ce n'est qu'en se basant sur un programme nettement défini que l'on peut et que l'on doit travailler dans la masse estudiantine pour élargir son horizon universitaire et propager le socialisme scientifique, c'est-à-dire le marxisme (LENINE).

دور الحزب الشيوعي في الثورة البروليتارية

بقية ص 20

وكل نقابة وكل تعاونية وكل مصنع وكل لجنة مستأجرين وكل مؤسسة ، ولو وجد فيها ثلاثة أشخاص يتبنون الشيوعية فكراً ومنهجاً للنضال . ان الصلاية التنظيمية لدى الشيوعيين هي الطريق الوحيد الذي يتيح لطليعة الطبقة العاملة بأن تقود الطبقة العاملة برمتها . وينبغي على جميع الخلايا الشيوعية العاملة بين المنظمات الغير حزبية ان تكون خاضعة لمنظمة الحزب بأكملها اكانت سرية أم علنية . ويجب ان تكون الخلايا الشيوعية قائمة على تبعية الواحدة للأخرى ضمن بنية تراتبية غاية في الصلاية والدقة .

19- يولد الحزب الشيوعي ، في كل مكان تقريبا كحزب مدني ، كحزب شغيلة الصناعة الذين يعيشون في غالبيتهم في المدن . ومن أجل تأمين أسهل وأسرع انتصار للطليعة العاملة ، لا بد للحزب الشيوعي ان لا يكون حزبا مدنيا وحسب بل ينبغي عليه ان يمتد ايضا الى الارياف ، وان ينصرف من أجل هذه الغاية ، الى الدعاية وتنظيم المياومين الزراعيين والفلاحين الفقراء والمتوسطين ويجب ان يواصل الحزب الشيوعي معناية خاصة ، تنظيم الخلايا الشيوعية في الريف .

لا يمكن للتنظيم المالي للبروليتاريا ان يكون قويا الا اذا قبل بهذه الموضوعات لدور الحزب الشيوعي في جميع البلدان حيث يعيش ويناضل شيوعيون . ان الامية الشيوعية قد دعت لموتها جميع النقابات القابلية بمبادئ الامية الثالثة ، والمستعدة لقطع صلاتها بالامية الصفراء . وستقوم الامية بتنظيم فرع أمي للنقابات الحمراء التي تفك على ارضية شيوعية . ولن ترفض الامية الشيوعية العمل مع أي منظمة عالية لا حزبية مستعدة ان تخوض نضالا ثوريا جديا ضد البرجوازية . لكن الامية الشيوعية لن تكف ، من أجل ذلك ، عن ان تذكر بروليتاريي العالم أجمع بالمبادئ التالية ،

1- الحزب الشيوعي هو السلاح الوحيد الأساسي والجوهري ، في انتمساق البروليتاريا . فينبغي علينا ألا نكفي الآن في جميع البلدان بتجمعات او اتجاهات بل يجب ان يكون لدينا حزبا شيوعيا .

2- لا ينبغي ان يوجد في كل بلد سوى حزب شيوعي واحد .

3- يجب ان يقوم الحزب الشيوعي على اساس أشد أنواع المركزية ، وأن يقيم بين صفوفه ، في فترة الحرب الاهلية ، انضباطا عسكريا .

4- في كل مكان يوجد فيه بروليتاريون أو انصاف بروليتاريين وان لم يتعدوا العشرة ، يجب ان يمتلك الحزب الشيوعي نواته المنظمة .

5- في كل منظمة غير حزبية يجب ان توجد خلية شيوعية خاضعة بصورة حازمة للحزب بأكملته .

6- يجب ان يحافظ الحزب على الدوام ، وهو يدافع دفاعا لا يتزعزع وتغسان مطلق عن برنامج الشيوعية وتكتيكها الثوري ، على علاقات وثيقة بمنظمات الجماهير المالية الواسعة ويجب ان يحترس من القوة بقدر الاحتراس من انعدام المبادئ .

ساندوا صحافة الحزب الأمية

تبرعوا ! ! اشتركوا !

سيصدر قريبا :

الموضوعات الأساسية للحزب

دور الحزب الشيوعي في الثورة البروليتارية

بقية ص 21

للحزب، بل عليه أيضا ان يبين نوعية الحزب الضروري لنا ولخطوطه العريضة .

بتاريخ 14 نيسان عام 1920 ، الذي يحمل توقيع "الحزب العمالي الشيوعي الألماني" () انه على الحزب ، هو ايضا ، ان يتكيف أكثر فأكثر مع فكرة المجالس وان يتخذ طابعا بروليتاريا (kommunistische Arbeiterzeitung) فانما ذلك يعني وشكل موارد وحوب انحلال الحزب الشيوعي في المجالس، وأنه يمكن للمجالس ان تقوم مقامه .

ان هذه الفكرة مغرقة بالخطأ والرجعية .

تاريخ الثورة الروسية يظهر لنا ، حقيقة بأكملها ، رأينا فيها السوفياتات تقف ضد الحزب البروليتاري وتؤيد سياسة عملاء البرجوازية . وقد امكننا ملاحظة الشيء نفسه في ألمانيا . وهذا ممكن ان يحصل ايضا في بلدان اخرى .

من أجل ان تستطيع السوفياتات تأدية مهامها التاريخية تتضح ، على العكس ، ضرورة وجود حزب شيوعي قوي بحيث لا يتكيف مع السوفياتات فحسبه بل يكون قادرا ان يمارس عليها تأثيرا حاسما ، ويحنها على رفض اي تكيف مع البرجوازية والحرس الأبيض الاشتراكي الديمقراطي ، ويكون باستطاعته عبور فصائل الشيوعية داخل السوفياتات ان يجرها الى صفوفه .

ان الذي يمدى للحزب الشيوعي نصيحة التكيف مع السوفياتات ، ان ذلك الذي يرى في مثل هذا التكيف تعميقا للطابع البروليتاري للحزب ، انما نصحه هذا ليس سوى مدعاة للشك . وهو تعبير عن عدم فهمه لما يعنيه الحزب ولما تعنيه السوفياتات .

ان الفكرة السوفيتية ستتصير بشكل اسرع كلما كنا قادرين على تطويع الأحزاب الشيوعية في مختلف البلدان على اقوى صورة ممكنة . فكثير ممن المستقلين اليوم وحتى الاشتراكيين اليمينيين يؤيدون قولا الفكرة السوفياتية فحين لا يسمعون الحمول دونهم من تشويه هذه الفكرة الا اذا كان لدينا حزب شيوعي قوي قادر على التأثير وشكل حاسم على سياسة السوفياتات وقيادتها .

9- ان الحزب الشيوعي ضروري بالنسبة للطبقة العاملة ليس فقط قبل وائثناء الاستيلاء على السلطة بل ايضا بعد انتقال السلطة الى ايدي الطبقة العاملة .

تاريخ الحزب الشيوعي الروسي ، الذي يسك بالسلطة منذ ثلاثة اعوام ، يظهر ان دور الحزب الشيوعي بعيدا عن ان يكون قد تضاعف منذ الاستيلاء على السلطة ، قد ازداد بقدر كبير .

10- يظل الحزب الشيوعي ، غداة الاستيلاء على السلطة ، لا يشكل سوى أحد فصائل الطبقة العاملة ، ولكنه بالتحديد الفصل الذي نظم التصرف .

فالحزب الشيوعي منذ عشرين عاما ، كما رأينا في روسيا منذ سنوات متوالية كما رأينا في ألمانيا ، يناضل ليس فقط ضد البرجوازية ، بل ايضا ضد أولئك الاشتراكيين الذين ليسوا سوى عملاء للبرجوازية في قلب البروليتاريا ، فقد جمع الحزب الشيوعي في صفوفه أكثر المناضلين صلابة ووضوح في الرؤية وتقدما من بين الطبقة العاملة . وار وجود مثل ذلك التنظيم المتناسك للنخبة الطبقة العاملة وحده ، هو الذي يسمح بتجاوز كل العقبات التي تصطدم بها ديكتاتورية البروليتاريا غداة انتصارها .

ان تنظيم الجيش الجديد ، الجيش الأحمر البروليتاري ، والقضاء على جهاز الدولة البرجوازية قضاء حقيقيا ، وخلق اولى ملامح جهاز الدولة البروليتاري ، والنضال ضد النزعات التعاوانية عند بعض التجمعات العمالية والنضال ضد النزعة الوضعية الإقليمية والروح الطبقية والجهود الرامية الى ايجاد نظام طاعة جديد للعمل - الى ما هنالك من الميادين ، تتطلب غداة الثورة من الحزب الشيوعي ان يقول كلمته النهائية والحاسمة . فعلى اعضائه ان يجتهدوا ويقودوا ، بتلهم الحي غالبية الطبقة العاملة .

11- لا تختفي ضرورة حزب سياسي للبروليتاريا الا مع اضمحلال الطبقات الاجتماعية اضمحلالا كاملا . وفي سير الشيوعية نحو هذا النصر النهائي ، من الممكن ان يتغير المعنى التاريخي للأشكال الثلاثة الأساسية للتنظيم البروليتاري المعاصر (احزاب ، سوفياتات ، نقابات) وان يتبلور شيئا فشيئا نمط وحيد ، تألفي ، من التنظيم العمالي .

لكن الحزب الشيوعي لن يذوب كليا في الطبقة العاملة الا عندما تك شيوعية عن

12- ليس للمؤتمر الثاني للأمية الشيوعية ان يثبت فقط الرسالة التاريخية

13- ترى الاممية الشيوعية ان الحزب الشيوعي ، خاصة في مرحلة ديكتاتورية البروليتاريا ، يجب ان يكون قائما على اساس مركزية بروليتارية حديثة ، ومن أجل قيادة الطبقة العاملة ، قيادة طافرة ، في الحرب الاهلية الطويلة والعنيدة ، التي بدأت ، يجب على الحزب الشيوعي ان يقيم داخله نظام طاعة حديدي ، نظام انضباط عسكري . لقد اظهرت تجربة الحزب الشيوعي الروسي ، الذي قاد الطبقة العاملة بنجاح خلال ثلاث سنوات عبر مصاعب الحرب الاهلية ، ان انتصار الشيوعية مستحيل دون اشد نظام طاعة ودون مركزية تامة ودون ثقة مطلقة من قبل منظمات الحزب بمركزه القيادي .

14- يجب ان يكون الحزب الشيوعي قائما على مبدأ المركزية الديمقراطية . فانتخاب الهيئات العليا يجب ان يتم من قبل الهيئات السفلى ، والتوجيهات المعطاة من الهيئات العليا الى الهيئات السفلى يجب ان يكون لها طابعا الزاميا بصورة مطلقة ، ووجود مركز قوي ذي سلطة معترف بها من كل الرفاق القياديين خلال الفترة الفاصلة بين مؤتمرات ، تلك هي المبادئ الجوهرية للمركزية الديمقراطية .

15- لقد اصبحت سلسلة كاملة من الاحزاب الشيوعية ، مضطرة في اوروسيا وامريكا ، ان تعيش خارج الشرعية بسبب حالة الطوارئ التي اعلنتها البرجوازية ضد الشيوعيين . ومن المناسب التذكر بأن المبدأ الانتخابي ، في هذه الظروف ، قد يناله بعض الخرق ، وأنه ينبغي اعطاء الهيئات القيادية للحزب ، كما كان عليه الحال في روسيا ، حق اصطفا أعضاء جدد .

ففي اثناء حالة الطوارئ ، لا يمكن ، بالطبع ، للحزب الشيوعي ان يلجأ الى الاستفتاء الديمقراطي كما طرحت مسألة على بساط البحث (كما كانت ترغب مجموعة من الشيوعيين الأمريكيين) ، وعلى العكس ، يجب ان يعطى مركزه القيادي امكانية وحق اتخاذ قرارات مهمة في اللحظة المناسبة ، باسم جميع أعضاء الحزب .

16- ان المطالبة بـ "استقلالية" واسعة للمجموعات المحلية للحزب ، لا يمكن لها في هذه اللحظة الا ان تضعف صفوف الحزب الشيوعي وتقلل من قدرته على النشاط وتشجع نمو الميول الفوضوية البرجوازية الصغيرة المفسدة لقواه .

17- يجب على الاحزاب الشيوعية ، في البلدان التي ما تزال البرجوازية او الاشتراكية - الديمقراطية المضادة للثورة تمسك بالسلطة فيها ، ان تستعمل الجمع ما بين العمل الشرعي والعمل السري بشكل منظم . وعلى هذا العمل الشرعي ان يخضع دائما لاشراف الحزب الغير شرعي . فينبغي ان تكون المجموعات البرلمانية الشيوعية في اجهزة الدولة المركزية ، وكذلك المنتخبين المحليين من البلديات خاضعة لاشراف الكلي للحزب سواء كان شرعيا أم غير شرعي ، ويجب ان يطرد من صفوف الشيوعيين ، المندوبون الذين لا يخضعون للحزب بشكل او بآخر وينبغي ان تتبع الصحافة الشرعية (صحف ، منشورات مختلفة) الحزب بمجمله ولجنته المركزية تبعية تامة .

18- ان ارضية اي عمل تنظيمي للحزب الشيوعي يجب ان تكون خلق خلايا شيوعية في كل مكان يوجد فيه بروليتاريين او انصاف بروليتاريين حتي ولو كانوا قلائل . ويجب ان يجرى على الفور تنظيم نواة شيوعية في كل سوفياتات يتبع ص 19

اطلبوا هذه المطبوعة عند مقر جريدتنا

إضراب عمال التنظيف بالميترو
دروس و استنتاجات

دور الحزب الشيوعي في الثورة البروليتارية

بقية ص 22

ويجب عليهم ان يعملوا في منظمات تضم جماهير بروليتارية واسعة ، دون ان تكون منظمات حزبية . كما هو شأن منظمات معطوي الحرب في مختلف البلدان والمنظمات المعروفة باسم "اياكم ان تمسوا روسيا" (Hands off Russia) في انكلترا ، والاتحادات البروليتارية للمستأجرين ، الخ ولدينا هنا مثالا متميزا هو مجالس الشمال والفلاحين "اللاخزبيين" في روسيا . فقد تسم تشكيل مثل هذه المؤتمرات في معظم المدن والأحياء العمالية وكذلك في الريف . وتشارك اوسع الجماهير بما فيها العمال المتخلفين في انتخابات هذه المؤتمرات . ويجرى فيها نقاش أكثر المسائل حدة في الوضع الراهن : تموين سكن ، مسائل عسكرية ، تعليم ، المهمة السياسية في اللحظة الراهنة ، الخ ويسعى الشيوعيون بكل قواهم التأثير على تلك التجمعات "الغير حزبية" وسيكون لذلك أهم النتائج بالنسبة للحزب .

ويعتبر الشيوعيون ، كمهمة رئيسية لهم ، القيام بعمل منهجي من التثقيف والتنظيم داخل تلك المنظمات الجماهيرية العمالية . لكن ، ومن أجل ان يكون ذلك العمل بالتحديد مترا ، ومن أجل منع أعداء البروليتاريا الثورية من الاستيلاء على تلك المنظمات العمالية الجماهيرية ، ينبغي ان يمتلك الشغيلة الأكثر تقدما ، الشيوعيون ، حزبهم الشيوعي الخاص المستقل والمغلق وذا النشاط الدائم والمنظم ، والقادر على الدفاع عن المصالح العامة للشيوعية مهما تكن الظروف ومهما اتخذت الحركة من اشكال .

7- لا يتعبد الشيوعيون بأى شكل عن المنظمات العمالية الجماهيرية . ولا يترددوا في بعض الظروف من الدخول فيها واستخدامها حتى عندما تكسب طابعا رجعيا واضحا (اتحادات صفراء ، اتحادات مسيحية ، الخ . . .) فالحزب الشيوعي يواصل عمله ببنات داخل تلك المنظمات ، مظهرا امام العمال ، دون كلل ، ان فكرة الحياض الميائي انما هو مبدأ تزرعه البرجوازية وزيانيتها بينهم عن قصد ، بغية الانحراف بالبروليتاريا عن النضال المنظم من أجل الاشتراكية .

8- ان التقسيم الكلاسيكي القديم للحركة العمالية الى ثلاثة اشكال (احزاب نقابات ، تعاونيات) قد ولى زمنه . فقد أسفرت الثورة البروليتارية في روسيا عن الشكل الاساسي للديكتاتورية البروليتارية ، أى السوفيئات - فالتقسيم الجديد الذى سيتبدى في كل مكان اليوم هو التالي : 1- الحزب ، 2- السوفيئات 3- جمعيات الانتاج (النقابات) .

لكن العمل في السوفيئات ، كما العمل في النقابات الصناعية التي اصبحت ثورية ، يجب ان يجرى ببنات ومنهجية بقيادة حزب البروليتاريا ، أى الحزب الشيوعي . فالحزب الشيوعي الذى ينبغي عليه ، كطليعة منظمة للطبقة العاملة ان يقود سوا في المجال السياسي ام الاقتصادي ام الثقافي نضال الطبقة العاملة برمتها ، ينبغي عليه ان يكون ايضا بشابة الروح من النقابات والسوفيئات وكذلك من جميع اشكال التنظيم البروليتارى الأخرى .

ان ظهور السوفيئات ، كشكل تاريخي اساسي لديكتاتورية البروليتاريا ، لا يقلل اطلاقا من الدور القادى للحزب الشيوعي في الثورة البروليتارية . فعندما يعلن الشيوعيين الالمان "اليساريون" (انظر بيانهم الى البروليتاريا الالمانية يتبع ص 20

نضال سياسي . وهدف ذلك النضال الذى يتجه لا مفر منه الى التحول الى حرب اهلية هو الاستيلاء على السلطة السياسية . والحال انسه لا يمكن الاستيلاء على السلطة السياسية وتنظيمها وتوجيهها الا بواسطة حزب سياسي . ولا يمكن اعتبار الاستيلاء على السلطة السياسية ، كقطة انطلاق عمل مستمر من البناء الشيوعي للمجتمع تقوم به البروليتاريا ، وليس حادثا عرضيا ، الا عندما يقود حزب منظم ومجرب البروليتاريا ، متبعا اهداف واضحة التحديد ، ومالكا لبرنامج عمل مباشر غاية في الدقة ان على صعيد السياسة الداخلية ام السياسة الخارجية .

وكذلك يتطلب النضال الطبقي نفسه مركزة وقيادة واحدة لمختلف اشكال الحركة البروليتارية (نقابات ، تعاونيات ، لجان مصانع ، تعليم انتخابات الخ . . .) . ولا يمكن ان يكون المركز المنظم والقيادى سوى حزب سياسي . فان يجري رفض العمل على انشائه وتوطيده والانصياع له انما يعادل رفض القيادة الواحدة لفصائل البروليتاريا العاملة على محاور مختلفة من ساحة الصراع ، فضال الطبقة البروليتارية يتطلب تحريضا مركزا ، ينسبر من وجهة نظر واحدة ، مختلف مراحل النضال ، ويشد في كل ظرف خاص انتباه البروليتاريا الى المهام الدقيقة التي تخص الطبقة بمجملها وهذا لا يمكن تحقيقه دون جهاز سياسي مركزي ، أى ببناءى عن حزب سياسي .

ان دعاية بعض "النقابيين الثوريين" واعضاء I.W.W. (الحركة الصناعية في العالم كله) ضد ضرورة حزب سياسي مستقل للبروليتاريا ، لم تخدم اذا ولا تخدم ، من الناحية الموضوعية ، سوى البرجوازية و "الاشتراكيين - الديمقراطيين" الضاديين للثورة . ان النقابيين "والصناعيين" ، في دعايتهم ضد الحزب الشيوعي الذى يريدون استبداله بمجرد نقابات او اتحادات عمالية عامة او غير واضحة المعالم ، انما يلتفتون في نهاية المطاف مع انتهازيين لا جدال في انتهازيتهم .

لقد ظل الناشطة الروس ، بعد هزيمة ثورة 1905 ، يروجون خلال عدد من السنوات فكرة ما كانوا يسمونه "مؤتمر عمالي" ينبغي ان يحل مكان الحزب الثوري للطبقة العاملة . ويحضر "العماليون الصغرى" في انكلترا وامريكا العمال ، على خلق اتحادات غير واضحة الأطر ، او جمعيات برلمانية خالصة غاية في الابهام وذلك كبدل لحزب شيوعي حقيقي ، في نفس الوقت الذى يمارسون فيه سياسة برجوازية صرفة . اما النقابيون الثوريون "والصناعيون" فهم يريدون محاربة ، ديكتاتورية البرجوازية لكنهم لا يعرفون كيف يقومون بذلك فلا يلاحظون ان طبقة عاملة بدون حزب سياسي مستقل انما هي جسد بدون رأس .

ولا تشكل النقابية الثورية "والصناعية" خطوة الى الامام الا بالنسبة لايدولوجية الاممية الثانية الخاملة والضادة للثورة ، اما بالنسبة للماركسية الثورية ، أى بالنسبة للشيوعية ، فتشكلان خطوة الى الوراء . ان اعلان شيوعى اليسار الالمانى (K.A.P.D.) اثنا مؤتمره التأسيسي في نيسان ، الذى يشكلوا وفقا له حزبا ، ولكن ليس بالمعنى الشائع للكلمة انما يشكل استسلاما ايدولوجيا امام المفاهيم الرجعية للنقابية والصناعية لكن الطبقة العاملة لن تنصهر على البرجوازية عن طريق الاضغراب العام ومجرد تكتيك الايدى المكتوفة . فينبغي على البروليتاريا ان تحقق النصر عن طريق الانتفاضة المسلحة . ومن فهم ذلك لن يعص عليه ان يفهم ايضا ضرورة الحزب السياسي المنظم لمثل تلك المهمة ، وان يفهم عجز الاتحادات العمالية المائعة عن القيام مقامه .

غالبا ما يتحدث النقابيون الثوريون عن الدور العظيم الذى يجب ان تلعبه اقلية ثورية مصممة . والحال ان تلك الاقلية من الطبقة العاملة المصممة حقا ، تلك الاقلية الشيوعية التي قررت ان تناضل مزودة ببرنامج ومستعدة ان تنظم نضال الجماهير ، انما هي بالتحديد الحزب الشيوعي .

6 - انا اكرر مهام حزب شيوعى حقيقي أهمية ، هي ان يبقى دائما على اتصال وثيق بأوسع الشرائح البروليتارية . ومن أجل التوصل الى ذلك ، يمكن للشيوعيين

الى القراء المقيمين في فرنسا ولكن على الخصوص الساكنين في بلدان المغرب العربي . حيث يصعب نشر المعلومات ، زدونا بالاخبار عن حياة ونضال طبقتنا كؤونا مراسلي هذه النشرة

ما يتميز به حزبنا

المطالبة بالخط الذى ينطلق من ماركس الى لينين ، والى تأسيس الاممية الشيوعية ، والحزب الشيوعي لاييطاليا (ليفورن 1921)

نضال اليسار الشيوعي ضد انحطاط الاممية ضد نظرية "الاشتراكية في بلد واحد" وضد الثورة المضادة الستالينية ، رفض الجبهات الشعبية وكتل المقاولات المهمة الصعبة الماثلة في ترميم المنهج والتنظيم الثوريين ، كل ذلك بالا رتباط مع الطبقة العاملة وضد السياسة الشخصية والانتخابية .

دور الحزب الشيوعي في الثورة البروليتارية

بقية ص 23

كافح اليسار بحق في السنوات التي تلت ضد مسألة "التنظيم جرحا" والتي كان يدعى حسب صيغة "البشفة" بأنها ليست من جهاز الحزب بل قاعدته ذاتها. الموضوعات التاسعة عشرة تؤكد بأن على الحزب التواجد في الأرياف كما في المدن . لقد كان هذا بالمناسبة ، تقليدا لدى الحركة الثورية في إيطاليا التي كانت تستند بشدة على البروليتاريا الزراعية ، هذا المساعد الأيمن للبروليتاريا الصناعية .

لقد دافع اليسار ، الذي بقي مخلصا لأصول الاممية ، خلال السنوات اللاحقة عن موضوع أخرى وهي ضرورة ان يكون في كل بلد حزب واحد وواحد فقط . مما ينبذ صيغة الحزب المتعاطف الملتبسة .

اما آخر الموضوعات ، التي تحدد بأنه يجب أن يكون هناك نواتج شيوعية داخل كل التنظيمات السياسية ، فهي تستبعد (وهنا ايضا التطبيق تام مع وجهة نظر اليسار) إمكانية كسب الاحزاب الاخرى من الداخل . وتختتم الموضوعات الأخيرة بالمطالبة بمعد الصلة بين الحزب والجماعات ويرفض التعصب والافتقار للمبادئ بنفس المقدار . وهي موضوع أكد اليسار دوما وقوفه على ارضيتها .

للجنة الاعلى منها ، وجود مركز مطلق السلطات لا ينازع سلطته أحد في فترة ما بين مؤتمرات الحزب . لنلاحظ فقط بأنه لدى مفهوم المركزية العضوية الخاص باليسار الايطالي لا يعد دور المؤتمرات قائما على الحكم على نشاطات المركز وتعيين الممثلين بل تقرير مسائل التوجيهات على اساس العقيدة التاريخية الثابتة للحزب العالمي . ولكن هذه الموضوعات ، على أية حال ، ليست مستوحاة من أي ديمقراطية أو أي انتخابية ، بل هي بعيدة كل البعد عن ذلك .

وتتحدث الموضوعات الخامسة عشرة عن تعليق الضمانات الديمقراطية الداخلية في فترات النضال الاشرعي .

الموضوعات السادسة عشرة تعيد التأكيد بقوة على الفكرة الأساسية بشأن الاستقلالية ليست سوى تنازل للعدوية البرجوازية الصغيرة . ترى الموضوعات السابعة عشرة ضرورة التوفيق بين النشاط الشرعي والنشاط الاشرعي وكذلك ضرورة السيطرة - من قبل مركز الحزب - على أية مجموعة برلمانية محتملة .

اما الموضوعات الثامنة عشرة فتشير الى ان شبكة المجموعات الشيوعية فسي الثقبات والمنظمات الاخرى يجب أن تكون تابعة دائما للحزب الشيوعي . لقد

الموضوعات

"الشيوعية" والليبرالية في ألمانيا وانجلترا وبلدان أخرى ينتمون دون شك الى الطبقة العاملة .

وتنتهي إليها ايضا بكل تأكيد المجموعات العمالية المتفاوتة الضخامة التي ما تزال تتبع شيديمان وكومبرس ومن على شاكلتهم . فمن المحتمل كثيرا فسي بعض الظروف التاريخية ، ان تضم الطبقة العاملة شرائح رجعية كثيرة العدد . ان مهمة الشيوعية ليست التكيف مع تلك العناصر المتخلفة من الطبقة العاملة ، بل الارتقاء بالطبقة العاملة الى مستوى الطليعة الشيوعية . ويمكن ان يؤدي الخلط بين هذين المفهومين للطبقة والحزب الى أخطاء والالتباسات خطيرة . فمن البديهي ، مثلا ، انه كان ينبغي على الحزب العمالي ، بالرغم من اوهام ذهنية قسم من الطبقة العاملة في أثناء الحرب الامبريالية ، ان يحارب ، بأي ثمن كان تلك الاوهام وتلك الذهنية باسم المصالح التاريخية للبروليتاريا التي كانت تفرض على حزبها اعلان الحرب على الحرب .

وهكذا مثلا لم تتوان الاحزاب الاشتراكية الخائفة في جميع البلدان ، في مطلع الحرب الامبريالية عام 1914 عن تبرير مسارها المساند لبرجوازيات بلادها بالتعلل بأرادة الطبقة العاملة . لقد كانت تلك الاحزاب تنسى بذلك حتى لو كان الامر على هذه الصورة ، ان مهمة الحزب البروليتاري ، في ذلك الوضع ، هي التصدي للحالة الذهنية لغالبية العمال والدفاع عن المصالح التاريخية للبروليتاريا ، ضد كل من يريد المساس بها . وهكذا ففي مطلع القرن العشرين كان مناشقة تلك الفترة (او الذين كانوا يعرفوا بـ "اقتصاديين") يرفضون النضال السياسي العلني ضد القيصرية ، لأن الطبقة العاملة بمجملها لم تكن ، وفقا لما كانوا يزعمون ، على مستوى من النضج يخولها ادراك ضرورة النضال السياسي .

وعلى هذا النحو اخفى المستقلون اليمينيون في ألمانيا ، دائما ترددهم وأنصاف إجراءاتهم تحت ستار تفهم رغبات الجماهير ، دون ان يفهموا ان الحزب انما هو معد ليسير في مقدمة الجماهير وليظهر لها معالم الطريق .

4- ان الاممية الشيوعية مقتنعة تمام الاقتناع بأن افلاس الاحزاب السقديمة الاشتراكية الديمقراطية للاممية الثانية لا يمكن اعتباره ، بأي حال ، بمناسبة افلاس الاحزاب البروليتارية بوجه عام .

فمرحلة النضال المباشر من اجل ديكتاتورية البروليتاريا تستدعي حزبا بروليتاريا عالميا جديدا هو الحزب الشيوعي .

5- ترفض الاممية الشيوعية رفضا قاطعا الرأي القائل بأنه يمكن للبروليتاريا ان تقوم بثورتها دون ان تملك حزب سياسي مستقل . فكل نضال طبقي انما هو يتبع ص 21

تقف البروليتاريا العالمية على عتبة تصالات حاسمة . فالمرحلة التي نعيشها هي مرحلة حروب اهلية مكثفة . ان الساعة الحاسمة تقترب ، وسيكون على الطبقة العاملة ان تخوض ، في جميع البلدان التي توجد فيها ، حركة عمالية هامة ، سلسلة معارك شارية شاهرة سلاحها بأيديها . وفي هذه اللحظة تحتاج الطبقة العاملة ، أكثر من أي وقت مضى ، الى منظمة صلبة . فينبغي عليها ان تستعد دون كلل لهذا النضال الحاسم ، دون اضعاف ساعة واحدة من وقت ثمين .

فلو كان للطبقة العاملة ، أثناء كومونة باريس (عام 1871) - حيزب شيوعي ، متين التنظيم وان قليل العدد ، لكانت ، اول انتفاضة بطولية للبروليتاريا الفرنسية اقوى بكثير وكانت تفادت اغلاطا ونقاط ضعف كثيرة . اما المعركة التي سيكون على اسروليتاريا ان تخوضها اليوم في ظرف تاريخي مختلف فستكون لها نتائج اخضر بكثير منها في عام 1871 .

وطيه فان المؤتمر العالمي الثاني للاممية الشيوعية يلت انتباه الثوريين في العالم اجمع الى ما يلي :

1- ان الحزب الشيوعي هو فريق من الطبقة العاملة ، وهو بالطبع الفريق الاكثر تقدما ووعيا ، وبالتالي نوية ، وهو يتشكل بالانتقاء العفوي للشغيلة الاكثر وعيا وثقافيا ووضوحا في الرؤية . وليس للحزب الشيوعي مصالح مختلفة عن مصالح الطبقة العاملة . ولا يتميز الحزب الشيوعي عن جماهير الشغيلة الواسعة سوى باستلاك رؤية عامة للمسار التاريخي للطبقة العاملة بمجملها ، وسعيه الحثيث عبر كسر منعطفات هذا المسار ، للدفاع لا عن مصالح مهنية او مصالح مجموعة معينة بل عن مصالح الطبقة العاملة برمتها .

2- طالما لم تستول البروليتاريا على سلطة الدولة ولم تؤمن بشكل نهائسي سيطرتها ولم تجعل من عودة البرجوازية للحكم امرا مستحيلا ، فان الحزب الشيوعي لن يضم في صفوفه - جزئية من العمال ، ويستطيع الحزب الشيوعي حين اخذ السلطة - أثناء مرحلة الانتقال ، ان يمارس في ظروف مؤاتية ، تأثيرا ايدولوجيا وسياسيا دون منازع ، على كل الشرائح البروليتارية وشبه البروليتارية من السكان . ولكنه لا يستطيع استيعابها وتنظيمها في صفوفه . ولن يبدأ جميع العمال ، او معظمهم على الأقل ، بالدخول في صفوف الحزب الشيوعي الا عندما تكون ديكتاتورية البروليتاريا قد انتزعت من البرجوازية وسائل النشاط الفعالة كالصحافة والمدرسة والبرلمان والكنيسة والادارة الخ وعندما تكون هزيمة النظام البرجوازي قد اصبحت جلية بنظر الجميع .

3- يجب التمييز بين مفهوم الحزب والطبقة بأدق غاية . فاعضاء النقابات

دور الحزب الشيوعي في الثورة البروليتارية

(موضوعات المؤتمر الثاني للاممية الشيوعية)

(١٩٢٠)

مقدمة

النشاط يحضر له الحزب نفسه فهو لا يمكنه مطلقا ان يخضع لستراتيجية تنظيمات خارجية .

اما الموضوعة السابعة فتتطرق لنقطة منهجية اساسية : فهي تنبذ مقاطعة النقابات الصغرى التي يقودها الاصلاحيون ، وحتى ، كما يقوله النص ، النقابات المسيحية ، فالسألة ليست مسألة تسميات ولكنه من المفيد التذكير بأن الاشتراكيين الايطاليين كانوا يعتبرون التنظيمات الكاثوليكية صغرى ، فكانوا لا يذهبون اليها بل يحاولون جردهم انتزاع اعضائها ، لكنهم بروليتاريون ونية ادخالهم في التنظيمات الحمراء . هذه الموضوعة (الموضحة تماما في الموضوعات النقابية) تعني بأنه ليس علينا مواجهة النقابات التي يقودها الاشتراكيون اليمينيون بطرح شعار الخروج من النقابات انما بأن نبذل جهدنا لكسبها من الداخل .

وتأخذ الموضوعة الثامنة اهميتها لادانتها الصيغة الثلاثية الشهيرة التي تطرح المعادلة بين الحزب ، النقابة والتعاونية ، والتي لاقت انتشارا واسعا ايام الاممية الثانية ، وفي ايطاليا نفسها قبل وبعد حرب 1914 ، وذلك ضمن اشكال مختلفة (الحلف الثنائي بين الحزب وكونفدرالية العمل وغيرها من المقترحات المتشابهة) .

ان صيغة زينو فيف تقم على نقيض ذلك ، تسلسلا تفاضليا واضحا (وصريحا : 1) الحزب 2) السوفييت 3) النقابة . وان يكن السوفييت شكلا تاريخيا جديدا خاصا بالدولة الانتقالية انما يحتل مع هذا موقع الحزب ولا ينتزع منه دوره القيادي . واهمية هذه الموضوعة تكمن ايضا في ادانتها فكرة اخرى عند الـ K.A.P.D. (الحزب العمالي الشيوعي الالمانى) الذى يعلن بأن على الحزب التكيف مع الفكرة السوفياتية ، وان يصبح بروليتاريا ان فكرة ان يذيب الحزب نفسه داخل السوفيات وان تقوم هذه الاخيرة مقامه خاتمة ورجعية . لأن السوفيات ، كما أكد لينين على ذلك دوما يمكن لها تاريخيا السقوط في فخ البرجوازية والانتهازيين : وفي هذه الحالة يتوجب على الحزب الاستيلاء على السلطة رغبا عنها .

الموضوعة التاسعة تدجر بأنه سيبقى على الحزب انجاز مهام هامة جدا بعد الاستيلاء على السلطة .

اما الموضوعة العاشرة فتعدد هذه المهام : النضال ليس ضد البرجوازية فحسب بل ضد الاشتراكيين ايضا ، تنظيم الجيش الاحمر ، النضال ضد كل الاتجاهات النقابية الانعزالية (Corporatistes) التي تفصل الوحدة البروليتارية ، النضال ضد الاقليمية وضيق الافق الذاتى يهددان وحدة الدولة والديكتاتورية .

وترتبط الموضوعة الحادية عشرة ، اضمحلال الحزب باضمحلال الطبقات الاجتماعية (المجتمع الشيوعي الكامل) . فعندما لا تعود الشيوعية هدفا وعندما تغدو الطبقة العاملة كلها شيوعية ، يمكن للحزب آنذا ان ينصهر في الطبقة العاملة . ان صيغة ماركس التي تتحدث عن الانسانية وليس عن الطبقة العاملة هي اكر دقة فعندما يصبح المجتمع الشيوعي كامل النمو فان البروليتاريا لا تنكفي بالغا الطبقات الاخرى فحسب ، بل تلغي نفسها كطبقة . انما يبقى على الحزب مهامها ينجزها طالما لم تتأصل بعد كل التقاليد الفاسدة للمجتمعات الطبقة . الموضوعة الثالثة عشرة تؤكد مرة اخرى من جديد على ضرورة المركزية والانضباط الحديدى ، والانضباط العسكري في فترة الحرب الاهلية .

وتعرف الموضوعة الرابعة عشرة المركزية الديمقراطية على النكر التالي ، انتخاب اللجان الثانوية من قبل اللجان الاولى ، الخضوع الاحزابى لكل لجنة يتبع ص 22

هذا النص هو الترجمة لما نشره حزنا سبقا مع مجموعة نصوص اخرى حول الحزب الشيوعي في كتاب الحزب والطبقة والذي هو حاليا بصدد الترجمة . لقد كان الهدف الاساسي للموضوعات التي قدمها زينو فيف هو التمييز بين موقف الشيوعيين الماركسيين وموقف التحريفيين اليمينيين (الاصلاحيين الاشتراكيين الديموقراطيين ، والعماليين Labouristes والتحريفيين اليساريين (النقابيين الثوريين ، الفوضويين) . لهذا فان هذه الموضوعات لا تزال اليوم اساسية ، في زمن ما تزال تغطي فيه الانتهازية البرجوازية الصغيرة . الموضوعة الاولى تسعى لتثبيت ان الحزب الثورى لا يمكن ان يضم طبقة الشغيلة برمتها . وهي تستخدم الصيغة الشهيرة التي اشترنا مرارا الى عدم كفايتها ، في تعريف الحزب كغريق أو جزء من الطبقة العاملة . هذه الصيغة تؤدي اذا ما أتت معزولة عن ظروفها الى التباس من شأنه ان يعير نفس الامة للعمال الاعضاء في الحزب كما للعمال الآخرين . وقد كان هذا يشكل خطرا ولكنه لم يكن بالتأكيد محتوى تفكير زينو فيف ولا المؤتمر .

اما الموضوعة الثانية فتوضح بأنه قبل الاستيلاء على السلطة لا يمكن للحزب ان ينظم في صفوفه سوى اقلية من الطبقة العاملة . فقبل ان يتمكن جميع العمال من الانتماء للحزب يجب ان تكون الثورة المنتصرة قد استأصلت جذور البرجوازية : الصحافة ، المدرسة ، البرلمان ، الكنيسة ، الادارة والدولة . تحدد الموضوعة الثالثة مفهوم الحزب والطبقة ، وتبين انه لا ينبغي مطلقا الخلط بينهما . فقد كان المناشفة يعتقدون بأنه ينبغي على الحزب اتباع اتجاه الغالبية بين الشغيلة ، وعلى سبيل المثال ، ألا تطرح قضية النضال السياسي ضد القيصرية ، بل ان يُكتفى بطرح مسألة النضال الاقتصادي ضد ارباب العمل . لقد اتت صيغة هذه الموضوعة مرضية تماما : فمهمة الحزب البروليتارى هي مقاومة العقيلة العمالية الدارحة والدفاع عن المصالح التاريخية للبروليتاريا . ان هذا موقف غاية في الوضوح ، انما كان بؤدنا ان يتم التحديد بأنه لا يمكن للبروليتاريا ان تتشكل كطبقة الا مع نشأة الحزب الثورى ، وأن الحزب هو الجهاز الطبقي للبروليتاريا .

اما الموضوعة الرابعة فتوجه سهامها الى الفوضويين ومن على شاكلتهم ممن يدعون بأن افلاس الاممية الثانية مثل تاريخيا افلاسا لشكل الحزب . لقد كانت الاحزاب الخائنة الاشتراكية - السوفينية هي التي انهارت ، اما الحزب الثورى للديكتاتورية فقد كان في طريقه للتطور .

وتؤكد الموضوعة الخامسة بوضوح استحالة الثورة البروليتارية دون الحزب كشكل للنضال . وهي تشدد على مبدأ مركزية جهاز الحزب ، منتقدة النقابية الصناعية (industrialiste) التي تجزئ العمال في اجهزة محلية صغيرة وفي قطاعات ، وهي تعيد للاذهان الفكرة النشيفية لمؤتمر عالي يكون فوق الحزب (العماليون الصغرى Jaunes) . كما ان الموضوعة تنتقد الصيغة الفارقة (للحزب الشيوعي العمالي الالمانى K.A.P.D.) الذى يعلن بأنه ليس حزبا بالمعنى الشائع للكلمة ، وتصف هذا الموقف بأنه رجعي دون موازنة . وبخصوص نغرات النقابية فانها تؤكد بأن الاضراب العام باعتباره عملا سلبيا غير كاف ، بل لا بد من انتفاضة مسلحة تكون اداتها جهازا سياسيا مركزيا ومنضبطا . فالنقابيون الثوريون انفسهم يتحدثون عن اقلية مصمة : هذه الاقلية لا يمكن ان تكون سوى الحزب .

الموضوعة السادسة تعلن بأن مهمة الحزب تقوم على العمل المنتظم فسي المنظمات الواسعة كالنقابات والاشكال الاخرى ، حتى العرضية منها مثل ما كانت عليه في تلك الفترة "لجان الدفاع عن روسيا" . من البديهي بأن هذا



الأممي

l'internationaliste - el-oumami

الأممي

الشيوعي

الحزب

لسان

ديسمبر 1979 - عدد 7

النم: فرنسا 3 فرنكات - المغرب 2 درهم - الجزائر 2 دينار - تونس 200 طلم

لنحبط القمع ضد العمال المهاجرين

ولهم ان لا ينتظروا شيئا من احزاب اليسار P.C., P.S. الذين هم مع ايقاف وتقييد ورقابة الهجرة. والذين طرحوا في البرلمان مشاريع قوانين بهذا الانحاء.

لا يمكننا التقدم في التصدي وتوحيد الطبقة سوى بالنضال ودون هواده ضد هؤلاء الأعداء البروليتاريا ضد كل أولئك الذين يدعون ان يقتنعوا بأنه يمكن ان نقود هذه القيادات النقابية والاحزاب نحو العمل في صالح طبقتنا.

ان علينا ان نعمل على تجميع قوانا على القاعدة، فوق حواجز الجنسية والاصناف والانتماء النقابي، مثلما فعل ذلك مسبقا نضال الأحياء، باتصاله مع مجموعات من العمال من أجل إعداد تصدي داخل الأحياء السكنية ونسي المصانع.

ان هذا السبيل صعب، ولكنه الوحيد الذي سيسمح بتجميع المسسوى العمالية التي تدفعها أزمة رأسمال نحو النضال ضد تأثير لا البرجوازية فحسب بل ضد أجرائها "العماليين".

ليحيا نضال الأحياء!

لا للطرء!

لالتقييد ورقابة الهجرة!

من أجل جبهة بروليتارية ضد البرجوازية وأجرائها الاصلاحيين

يا عمال العالم اتحدوا

الحزب الشيوعي الاممي

في هذا العدد

في اللغة العربية:

موضوعات الاممية حول دور الحزب الشيوعي في الثورة البروليتارية

في اللغة الفرنسية:

- 25 عاما من الانتفاضة الجزائرية: فلتقل الطبقة العاملة كلمتها النهائية.
- انضال في مساكن المهجرين يعر في مرحلة صعبة.
- الهجرة: الموقف المشين لحزب الثورة الاشتراكية والبروليتاريين الجزائريين.
- نمو قطاع الادارة - الذاتية في الجزائر.
- المسألة النقابية في تونس.
- قضية الصحراء الغربية.
- قضية الحريات السياسية في بلدان الرأسمالية الفتية.
- فدائي خلق، الطالب المباشرة والمسألة الزراعية.
- في نيكاراغوا: السندينية امام المحك.
- المغرب: معارضة من ذهب.

ورق رفاقنا هذا المنور في المظاهرة التي جرت في اول ديسمبر ضد قوانين القمع الموجبة ضد العمال المهاجرين والتي دعت اليها لجنة التنسيق وبعض الشعب النقابية.

أيها العمال، أيها الرفاق

تشن البرجوازية اليوم في جميع البلدان هجمة شاملة ضد ظروف حياة وعل الطبقة العاملة. وفي فرنسا كما في غيرها، تسلط ضرباتها على الفئات العمالية الأكثر استغلالا وعلى انحصوي العمال المهاجرين. هدفها من ذلك: ان تستغل أكثر دوما وأن تزيد حدة التفرقة في صفوف الطبقة العاملة كي تشل وتأخر تصديها للهجمة الشاملة الموجبة ضدها.

ان قوانين بار-بونيه - ستولري هدفها جعل الطرد والابعاد والتقييد والرقابة على الهجرة شرعية، هذه الاجراءات التي تمارسها البرجوازية ودولتها سلفا كل يوم لا يمكن إحباطها الا بنضال وتعبئة الطبقة العاملة وحدها.

لقد بدأ العمال المهاجرين النضال منذ عدة سنوات ضد هذه الاجراءات الاستثنائية، خصوصا في نضال سكان أحياء سوناكوترا، آريف، آفرب،... ولهذا فان البرجوازية والشركات الديرة للأحياء قد شنت الحملة الأكثر عنفا ضد هذا النضال: مئات المحاكمات، آلاف المطرودين من الأحياء، منبذ سنة حتى هذا اليوم (قارح، مزر، ستراسبورغ، لونقوي، سانوا، سارتروفيل ناتير، شامبيني، الخ...) تهديد منهوي العمال بالطرد من الاراضي الفرنسية، مثلما قامت فعلا عام 1976 وتردد عن طريق مشروع قانون دورنانو D'Ornano تنفيذ الاجراءات التي اقترحتها لجنة ديلمون (التي شاركت فيها الـ C.G.T. والـ C.F.D.T. والتي تضاعف التسلط البوليسي (مسدرا) الأحياء بوليسيين، قوانين داخلية كقوانين التكتات)، هذا المشروع الذي يهدف (بجمله تجديد عقد السكن شهريا) الى منع اي تنظيم لسكان الأحياء. ان النضال ضد اجراءات الرقابة وتقييد الهجرة والطرد والابعاد وضد مشاريع القوانين يتطلب ان ندافع بكل شدة عن نضال الأحياء وعن التنظيم الذي شكلوه: لجان الأحياء المنتخبين في اجتماعات عامة ولجنة التنسيق التي هي اليوم مهددة. ان هذا النضال يثبته وتنظيمه واساسيه، والوحدة التي حققها بين العمال من مختلف الجنسيات في الأحياء - هو مكسب نمين لجميع الطبقة العاملة. ان ما يجب الحفاظ عليه هو هذه المكاسب مهما كلف الثمن، حتى وفي الظروف الصعب الحالي، حيث يخطر النضال الى التراجع. لذا فانه من الضروري لكل العمال الكفاحيين ان يقدموا تضامنهم لمنع تحطيم هذا النضال ولساعدته على حماية نفسه وربطه مع العمال الآخرين كما بدأ حدوث ذلك في Collectif الذي يدعو الى مظاهرة التصدي في اول ديسمبر.

ان هذا هو السبيل الوحيد لمقاومة الطرد ولإعداد تصدي طبقى ضد الهجمة البرجوازية.

ان على العمال، في هذه المهمة، الاعتماد على قواهم الذاتية وان لا ينتظروا شيئا من القيادات النقابية (C.G.T., C.F.D.T.) التي شاركت في لجنة ديلمون Delmon والتي تعزل وتخرب كل النضالات العمالية.